

On s'est battu POUR RESTER!

15 ans de luttes populaires à
Québec



vie ouvrière

Revue fondée en 1951 et publiée en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (M.T.C.) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (C.P.M.O.)

Directeur: Raymond Levac.

Conseil de direction: Jean-Guy Casaubon, Gilles Comeau, Diane Gariépy, Hélène Parenteau, Pierre Purcell.

Recherchiste: Martine D'Amours

Comité de rédaction: Luce Bédard, Hélène Charbonneau, Denise Gauthier, Diane Perreault, Jacques Boivin, Jean-Guy Casaubon, Claude Hardy, Jean-Marc Lebeau.

Couverture et dessins: Claudette Rodrigue

Secrétariat: Louise Bessette

Montage et comptabilité: Yolande Hébert-Azar

Promotion Vie Ouvrière: Hélène Desjardins, Pierrette Maltais, Fernand Campbell

Abonnement: 8 numéros par année
- Abonnement individuel: 15\$ par année
- Abonnement de groupe: 20\$ par année
- Abonnement outre-mer: 18\$ par année

Distribution en kiosque:

Diffusion Parallèle,
Montréal, Qc Tél: (514) 525-2511

Collaboration photographique: Pierre Gauvin-Evrard

Références: Les articles de la revue Vie Ouvrière sont répertoriés dans le Répertoire analytique d'articles de revues du Québec (RADAR), de la Bibliothèque nationale du Québec
Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN: 0229-3803

Les Presses solidaires Inc.

Courrier de la deuxième classe, enregistrement n° 0220

Volume XXXIII

Décembre 1983 No 174

Ont participé au collectif de ce dossier sur les luttes urbaines:

Denis Barrière, à la recherche visuelle pour l'Atelier d'images populaires, membre de l'Autreville.

Marc Boutin, du Comité populaire St-Jean-Baptiste.

Mario Germain, de Radio Basse-Ville.

Vincent Greason, CAPMO.

Claude Larose, anciennement à Droit de parole.

Marie Leclerc, militante culturelle, membre de la collective d'intervention en information Marie-Géographie.

Réjean Lemoyne, de l'Autreville.

Jacinthe Michaud, permanente au Fonds de solidarité des groupes populaires.

Ont collaboré à la rédaction ou aux entrevues:

Jacques Archibald, Yvette Bergeron, Bluteau, Cécile Cormier, Denise Doré et Jean Lapointe, Denis Falardeau, Jacques Fiset, Carole Gauthier, Ginette Gauvin, Solange Grondin, Marie Leclerc, Émile Perron, Lucie Richard, Guy de Thurens, Emilia Tobar, Julie Vallières, Louise Vallières, Françoise Viger.

Revue Vie Ouvrière
1212 Panet
Montréal, Qué H2L 2Y7
Téléphone (514) 523-5998

L'histoire qu'il nous reste à faire

“Québec, une ville d'histoire”, disait le slogan des fêtes tenues en 1983 pour souligner le 375^{ème} anniversaire de sa fondation. En 1984, on nous promet “mer et monde” pour commémorer le 450^{ème} anniversaire de la venue de Jacques Cartier. L'histoire semble être le nouveau filon qu'ont entrepris d'exploiter les élites dirigeantes. Servie à leur manière sous forme de spectacle folklorique, elle ne nous renseigne guère cependant sur les véritables enjeux de ces époques. Elle est davantage un prétexte pour attirer les touristes au moment où les affaires baissent, les dirigeants municipaux espérant retirer de l'opération un regain de prestige politique.

Les classes populaires ont intérêt à faire de l'histoire elles aussi, mais d'une autre manière: en faisant ressortir les véritables enjeux des conflits sociaux, en recueillant des témoignages sur les résistances populaires, en favorisant la réflexion et les bilans sur les luttes. Cette histoire est nécessaire pour éviter que ne tombe dans l'oubli le vécu des milieux populaires et pour s'assurer que soient conservés et transmis les acquis des luttes.

Animés de ces préoccupations et militant dans les luttes populaires à Québec, nous avons trouvé important de broser un tableau, même s'il est rapide, de ce qui s'est passé dans les quartiers du centre-ville au cours des quinze dernières années.

Ce fut une période intense de mobilisation populaire, qui s'est étendue progressivement aux divers quartiers et dont le moteur principal a été la réaction aux plans de réaménagement urbain des autorités municipales qui voulaient faciliter l'installation du grand capital à Québec. Face aux vastes opérations de démolitions de logements et d'expulsion des résidents, la résistance populaire s'est cristallisée sur la question de l'habitation, à laquelle nous avons accordé une place centrale dans ce dossier.

Les luttes populaires à Québec comportent leur part d'originalité et présentent des acquis intéressants: liens entre les luttes des divers quartiers, outils communs de financement et d'information, développement du pôle culturel, multiples prises en charge dans les quartiers, etc.. Le débouché politique de ces luttes soulève encore des interrogations cependant. Les comités de citoyens parviendront-ils à maintenir une pratique de lutte, maintenant que les autorités municipales ont entrepris de développer l'habitation au centre-ville? Quant au Rassemblement populaire, réussira-t-il à faire avancer, sur la scène électorale, le projet de ville différente qui a été construit petit à petit à travers les luttes? C'est l'histoire qu'il nous reste à faire.

Le collectif de Québec

brèves nouvelles

Agenda des Martyrs — 1984



publié par: Le comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine
25 ouest, rue Jarry #112A
Montréal, Qc H2P 1S6

Le Comité souhaite que l'espoir qui animait la vie et la mort de tant de latino-américain-e-s devienne "une source d'eau vive" pour tous ceux et toutes celles qui confieront le train-train de leur quotidien à cet agenda. Prix: 4\$, prix de soutien 6\$, plus frais de poste.

Revue Vie Ouvrière



Voici nos prochains dossiers:

Janv.-février: **Travail ménager et luttes de femmes**

- Les femmes dans les luttes populaires
- Nos maisons sont nos shops

Mars:

Les travailleurs de la construction

- Conditions de travail
- Le placement
- Le maraudage
- Les négociations

Le GRAND CAPITAL s'installe à Québec.





Y veulent-tu qu'on s'en aille?

Vincent Greason

● ● Si j'étais jeune, pis que j'avais des enfants, je m'en irais, je m'en irais du centre-ville. Je me dirais, pour quelques cennes de différence, je pourrais avoir de l'air, et mes enfants vont pouvoir jouer. Icite, ils sont dans la rue, ils risquent de se faire frapper. Ça, ça m'a fait souffrir cette affaire-là. Je comprends les jeunes couples qui ne veulent pas rester ici à cause de ça. ● ●

Autrefois un centre important des industries de textile, de chaussure, d'armement et d'alimentation, la grande région de Québec a subi, depuis les années cinquante, une perte nette de 37% des emplois dans le secteur manufacturier. Mais, c'est surtout la ville de Québec, et spécifiquement son centre-ville qui a payé la note du déclin industriel. Seulement trois usines d'importance restent encore au centre-ville (la Reed, Rothman et les Industries Daisey Fresh). Les quelques petits parcs industriels se vident tranquillement (fermeture de la boulangerie Vaillancourt, de la cartonnerie Standard et des chaussures Gale, etc.). Même une partie du port de Québec, autrefois un des plus importants en Amérique du nord et symbole d'une ville industrielle dynamique, se transforme en musée du fédéral...

Avec la disparition des usines du centre-ville, c'est le secteur commercial qui a pris la relève. Pendant la majeure partie du présent siècle, la rue St-Joseph, artère importante du centre-ville, fut également le coeur commercial de toute la région de Québec. C'est pourtant l'arrivée des centres d'achats dans les années 1960 et 1970 qui a sonné le glas du centre-ville comme lieu important de commerce. Des trois grands magasins à rayons encore au centre-ville en 1977, il n'y en a pas un qui reste aujourd'hui en 1984. Et si la santé commerciale du centre-ville semble fragile en ce qui concerne les grandes entreprises qui y sont établies depuis longtemps, c'est encore pire lorsqu'il s'agit de petits commerces. La crise, le dépeuplement du centre-ville et l'implantation des centres d'achats sont autant d'explications du fait que la rue St-Joseph ressemble davantage



Atelier d'images Populaires

Dans le tableau commercial du centre-ville, un tout autre genre de commerce fait son entrée (et sa sortie) depuis deux ou trois ans: les *marchés aux puces* poussent par dizaines... et il en tombe tout autant! À part ce type d'entreprises, dont l'apport à l'économie locale est plutôt discutable... un autre phénomène commercial prend naissance tout doucement.

aujourd'hui à un salon funéraire qu'à une rue vivante.

Après avoir détruit la paroisse Notre-Dame de la Paix et avoir chassé du centre-ville un bon nombre de résidents et de résidentes de St-Roch, après avoir détruit aussi des centaines de logements et laissé place à la spéculation immobilière, après avoir construit des édifices à bureaux pour loger des fonctionnaires fédéraux et provinciaux, on commence à attirer un nouveau genre de commerce, celui des boutiques de mode et des boutiques "chics". Celles-ci s'installent non plus pour être au service de la population résidente du centre-ville, mais pour satisfaire les goûts d'une nouvelle clientèle, celle qui n'y demeure pas mais qui y vient pour des loisirs ou pour le travail.

C'est pour elle que l'on a refait le plancher du Mail St-Roch et que l'on a raffiné

l'éclairage. Par contre en enlevant les bancs de ces lieux de rassemblements, on rend le Mail moins attirant pour la population locale, souvent âgée, peu mobile et peu consommatrice.

Somme toute, la vie économique du

centre-ville est en pleine période de changement. Nous avons rencontré deux résidents du quartier St-Roch qui y demeurent depuis plus de 25 ans! Yvette Bergeron du quartier St-Roch et Julie Vallières de la paroisse St-Joseph.

LE QUARTIER ST-ROCH

propos d'Yvette Bergeron

Pas de supermarché

- ● Les magasins du Mail ne sont plus ce qu'ils ont déjà été. Les vieux magasins comme Pollack, ils sont tous partis. Je ne suis plus capable de faire tous mes achats au centre-ville. Je suis obligée maintenant d'aller au Fleur de Lys (un centre-d'achat - NDLR). Ils ont tout là, alors qu'ici, ça fait pitié. On n'a même pas d'épicerie. Ben, il y a le Richelieu sur du Pont, ou encore je peux monter chez Métro sur la rue St-Jean (à la Haute-ville - NDLR). Le Richelieu, il est obligé de vendre plus cher parce qu'il est petit. Il y en a un autre, sur la rue Caron, mais il charge trois piastres pour la livraison... Il y a le Provigo aussi, sur St-Vallier, mais tu ne peux pas y aller à pied. Et les taxis ne veulent plus prendre de boîtes. Je peux pas prendre l'autobus parce que je fais du rhumatisme dans le bras et je ne peux plus prendre des boîtes...

Trop de feu

Moi, j'ai passé au feu deux fois. La première fois sur la rue de la Chapelle. C'était une faute d'électricité. Il y avait des fils de pas corrects, puis ça a pris entre une maison de chambres à côté et chez nous. On est sorti avec le linge sur le dos. Une chance que j'avais un peu d'assurances. J'étais enceinte de ma fille. Je n'avais rien du tout quand je suis allée à l'hôpital, pas de jouets. Tout avait été détruit. Je te dis, ça fait une claque. Tu restes marquée longtemps. Après ça, le monde garde toutes leurs affaires de mariage, des souvenirs. Moi, j'en ai pas.



Atelier d'Images Populaires

LA PAROISSE ST-JOSEPH



Atelier d'Images Populaires

propos de Julie Vallières

- ● Quand on voit un terrain vacant, à quoi on pense, tu penses? On met un parking! Ici, c'est ce que tout le monde pense. D'abord, c'est rentable. Ensuite, tout le monde court après les parkings.

Après ça... après le 1er novembre, il faut que le monde pense à ce qu'ils vont faire avec leur char. Tu sais, le parking l'hiver, ça rajoute quarante piastres par mois à ton loyer. Je comprends que c'est rentable pour les propriétaires de parkings.

Enfin, le stationnement, ça sera toujours un problème et les chars, c'est un problème au centre-ville. Ici, on pense aux chars avant tout... C'est bien de valeur, mais ici, les enfants viennent après le char...

Pas de place pour les enfants

Ici dans le quartier il faut que je te dise une chose: il n'y a presque plus de jeunes qui y vivent. Le monde n'a pas déménagé tant que ça. Il n'y a plus d'enfants. C'est pas très difficile à comprendre. Les logements sont aussi chers qu'ailleurs. Qu'est-ce que t'as à donner à ton enfant? Une petite cour? T'as toutes les cours pareilles, tu peux pas rien faire. Il n'y a pas de gymnase, plus de patinoire. Il n'y a même pas de parcs. Il y a une place près d'ici, ils pensaient en faire un parc, mais le monde y amènent leurs chiens. Il n'y a pas d'arbre, pas de clôture, les chars roulent vite autour, on ne peut même pas lancer une balle, ça va dans la rue.

Pas d'école

Dans la paroisse St-Joseph, il n'y a pas d'école. Dans Notre-Dame-de-Grâce, je pense qu'ils n'en ont pas eux non plus. Les seules écoles sont sur Marie de l'Incarnation, à St-Malo, ou sur des Oblats, à Marguerite Bourgeois. Pour aller là, il faut traverser le boulevard Charest. Je ne sais pas ce que je ferais, mais en première année, un petit là... Si j'avais un enfant, moi, il devrait aller à Marguerite Bourgeois. C'est loin ça. Et on n'est pas toujours en été. Je trouve le manque d'école un gros inconvénient ici.



On n'a plus les bourgeois qu'on avait

Marc Boutin

Ainsi donc, à partir des années '60, le centre-ville de Québec n'est plus, pour les classes populaires, un endroit pour vivre et de moins en moins un endroit pour travailler. Mais si la ville a changé de visage, c'est en partie parce qu'elle a changé de bourgeoisie. La classe dirigeante d'avant '60 avait besoin d'avoir une clientèle résidente proche de ses commerces et de ses usines, alors que la nouvelle classe dominante, liée aux monopoles, a tout intérêt à attirer une nouvelle clientèle au centre-ville.



Atelier d'images Populaires

Jusqu'en 1960...

Avant 1960, Québec fonctionne comme une vieille ville française avec un noyau densément peuplé où se côtoient toutes les fonctions nécessaires à la vie bourgeoise et à la survie ouvrière. Résidences et logements se mêlent plus ou moins harmonieusement aux commerces, hôpitaux, écoles, université, parlement, bureaux, industries, églises, dans un tout qui, bien qu'il devienne plus clairsemé, reste le même jusqu'en banlieue.

Les quartiers bourgeois se concentrent le long de l'axe Grande-Vallée et boul.

Laurier, mais certains bourgeois ne dédaignent pas se mêler à l'occasion au peuple ouvrier (le maire Wilfrid Hamel demeure à St-Sauveur). C'est que la domination économique de la bourgeoisie se maintient par le jeu de la concurrence et que, pour maintenir cette concurrence, elle a besoin d'une clientèle ouvrière à proximité de ses commerces. Cette bourgeoisie est indépendante, elle possède ses entreprises et n'a d'ordre à recevoir de personne si ce n'est de sa clientèle. Le commerce de détail par exemple est dominé par Paquet, Pollack, J.B. Laliberté et le Syndicat qui sont situés dans un environnement fortement peuplé. Les hôtels sauf le Château appartiennent à des entreprises familiales, les équipes sportives aussi (Martineau pour les As, Byrne pour les Citadelles). Les journaux (Gilbert pour le Soleil, le clergé pour l'Action) et les postes de radio sont contrôlés localement. **Le rôle de ces groupes: attirer par le jeu de concurrence la clientèle résidente de Québec.**

Aujourd'hui...

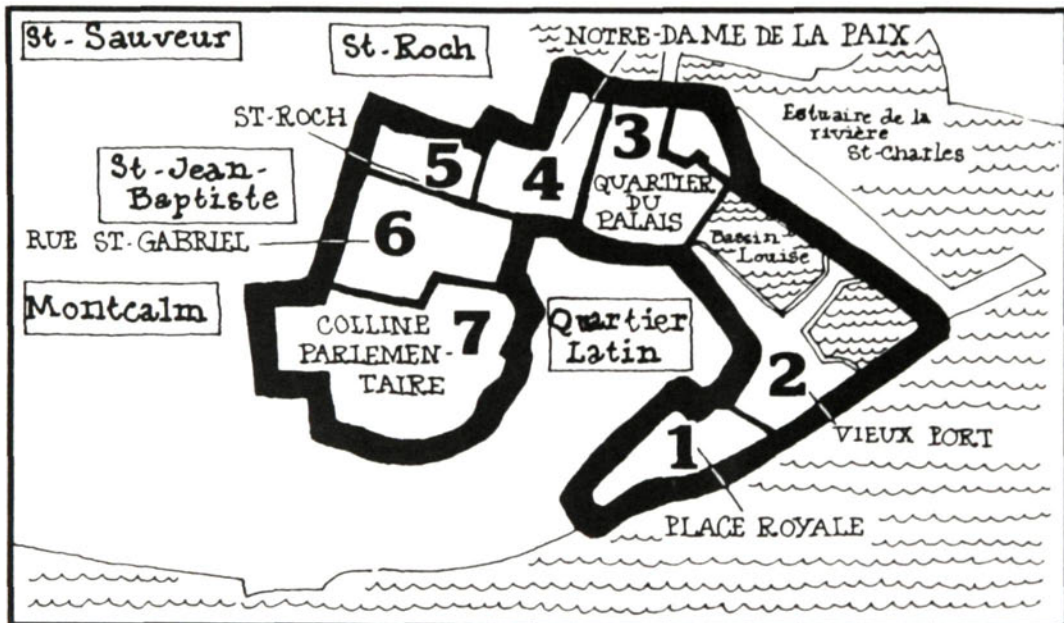
La ville a complètement changé. Même si, en partie le décor reste en place, seul le touriste s'y laisse prendre. Québec ne fonctionne plus comme le laisse croire son décor. Les différentes fonctions urbaines sont maintenant isolées les unes par rapport aux autres: on réside en banlieue, on travaille au centre-ville, on magasine au centre commercial, on "sort" dans le faux quartier Latin, etc... Les étudiants sont au campus, les militaires à la citadelle, les fonctionnaires dans les tours. Les systèmes de transport, la ville en général, sont surpeuplés à certaines heures, vides le reste du temps (d'où l'augmentation de la crimina-

lité et le prix social énorme de la surveillance policière).

La bourgeoisie indépendante de Québec a perdu ses assises au profit d'une bourgeoisie de gérance. Faillite de Pollack, de Paquet, au profit de Sears, Eaton's, K-Mart sous contrôle torontois. Les hôtels de Québec ont laissé la place aux succursales américaines. O'Keefe a pris en charge les loisirs sportifs avec Marcel Aubut incarnant une nouvelle image de gérant servant d'intermédiaire entre le pouvoir financier de Toronto et le peuple de Québec. Pour survivre, les journaux et les postes de radio ont dû s'associer à des chaînes.

Entretemps...

Que s'est-il passé de 1960 à 1984? En plus de subir ce phénomène national qu'est la révolution tranquille et ce phénomène mondial qu'est l'utilisation en masse de l'automobile, la ville de Québec, à cause de son potentiel touristique, fait l'envie du capital étranger. La mise en marché de ce potentiel nécessite un réaménagement de l'espace au centre-ville que la bourgeoisie commerçante locale n'a pas intérêt à souhaiter et des investissements qu'elle ne peut se permettre. À partir de 1960, la chambre de commerce se désolidarise du maire Wilfrid Hamel que soudainement on trouve vieux jeu. Peu de temps après, un membre de cette chambre de commerce — Gilles Lamontagne — promet à Québec une nouvelle prospérité avec son parti le Progrès civique. Mais le progrès pour Lamontagne passe par la démolition et sa prospérité n'est pas celle de ses électeurs. Une fois au pouvoir et appuyé par les autres paliers de gouvernement, il met en branle la "rénovation urbaine", série d'interventions au centre-ville qui ont comme



Carte du centre ville qui identifie les quartiers et situe les différentes interventions de la "rénovation urbaine" à l'intérieur du trait gras.

conséquence première d'imposer aux classes populaires la vie de banlieue et de réorganiser le centre-ville au profit du capital étranger.

1. PLACE ROYALE - On investit 50 millions à Place Royale non sans avoir auparavant vidé l'endroit de ses résidents, de la classe ouvrière (débardeurs, marins).

2. VIEUX-PORT - Le fédéral investit 100 millions pour Québec '84. Après quelques semaines d'activités, il en restera un club de yacht, des boutiques de luxe. Les résidences promises ne sont pas prioritaires et si elles se réalisent un jour, elles seront d'un prix inabordable.

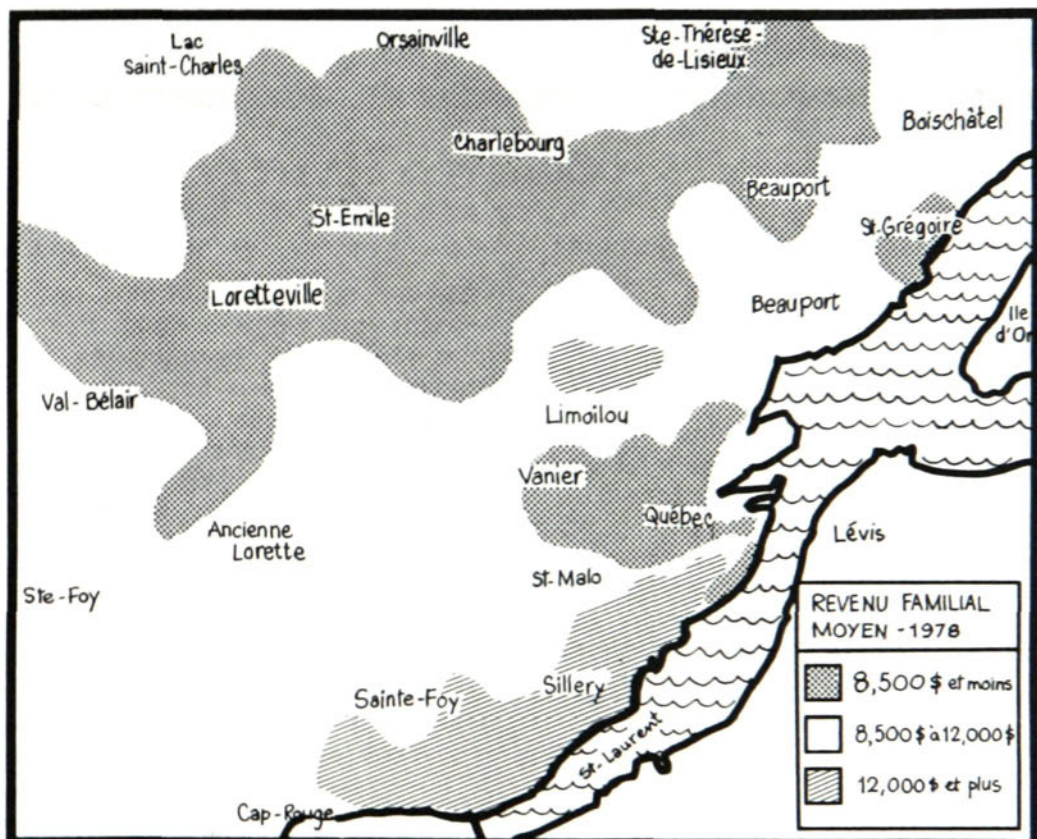
3. QUARTIER DU PALAIS - La gare et la partie résidentielle du quartier sont

laissées à l'abandon. On les remplace par le palais de justice et un marché en plein air situé à un kilomètre de l'habitation la plus proche et du réseau de transport en commun.

4. NOTRE-DAME DE LA PAIX - Disparition de la paroisse pour faire place à l'autoroute Dufferin. 3 000 personnes sont ainsi expulsées vers la banlieue, surtout au H.L.M. Place Bardy.

5. ST-ROCH - La population du coeur de St-Roch est refoulée vers des quartiers plus éloignés du centre-ville pour des projets de développement qui n'ont jamais abouti.

6. RUE ST-GABRIEL - Victoire populaire au centre-ville: la démolition du quartier St-Jean-Baptiste est stoppée par un



Le territoire de la communauté urbaine de Québec. En haut, on voit le 2^{ème} croissant de pauvreté qui s'est formé pendant la période de la rénovation urbaine.

groupe de résidents qui transforme la rue en coopératives après que la ville eut acheté toutes les maisons pour faire passer un boulevard. La paroisse voisine St-Vincent de Paul est ainsi sauvée de la rénovation urbaine.

7. COLLINE PARLEMENTAIRE - Pour faire place au boul. St-Cyrille, à l'hôtel Hilton, au complexe G et au Grand Théâtre, on exproprie 6 000 personnes du quartier St-Jean-Baptiste.

Les classes populaires chassées du centre-ville vont peupler quelques H.L.M. et

surtout la banlieue où on découvre aujourd'hui l'existence d'un second croissant de pauvreté. Dans ce qui reste de quartiers populaires proches du centre-ville (premier croissant de pauvreté), les années 1960-1984 ont vu l'émergence d'un mouvement populaire né en réaction contre la rénovation urbaine. Avec la fin des grands projets de démolition, ce mouvement cherche un second souffle dans la lutte pour le contrôle de son environnement et pour l'amélioration de ses conditions de vie.

brèves nouvelles

LA TABLE-RONDE DE L'OUTAOUAIS FÊTE SES DIX ANS!

Le dix décembre dernier, les membres de la Table-ronde des Organisations Volontaires d'Éducation Populaire de l'Outaouais fêtaient, d'une façon originale le dixième anniversaire de leur expérience de concertation régionale. Durant la journée, on s'est interrogé sur le coffre à outil nécessaire pour faire de l'éducation populaire. Durant les plénières, deux clubs d'improvisation renvoyaient aux participant-e-s d'une façon vivante et humoristique le contenu des discussions d'ateliers. Le soir, le groupe "La Turlutte des Quatre

Vallées" a fait "swinger" tout le monde.

La Table-ronde comprend plus de trente groupes soit de défense des droits, soit de services autogérés, soit d'animation du milieu. Ils sont autant dans des régions comme le Pontiac et Mont-Laurier que dans celles de Hull-Gatineau-Aylmer. En plus d'assurer une concertation entre groupes pour leur financement, la Table-ronde organise des colloques et journées de réflexion sur les pratiques d'éducation populaire.

Des centres autonomes pour les femmes; c'est important

Le Mouvement contre le viol, centre de Montréal, est un organisme qui offre des services aux femmes victimes de violence, viol, inceste, agression sexuelle.

Le Mouvement contre le viol a développé des moyens propres à assurer sa stabilité financière afin de contribuer à offrir les services que toutes les femmes ont le droit de recevoir.

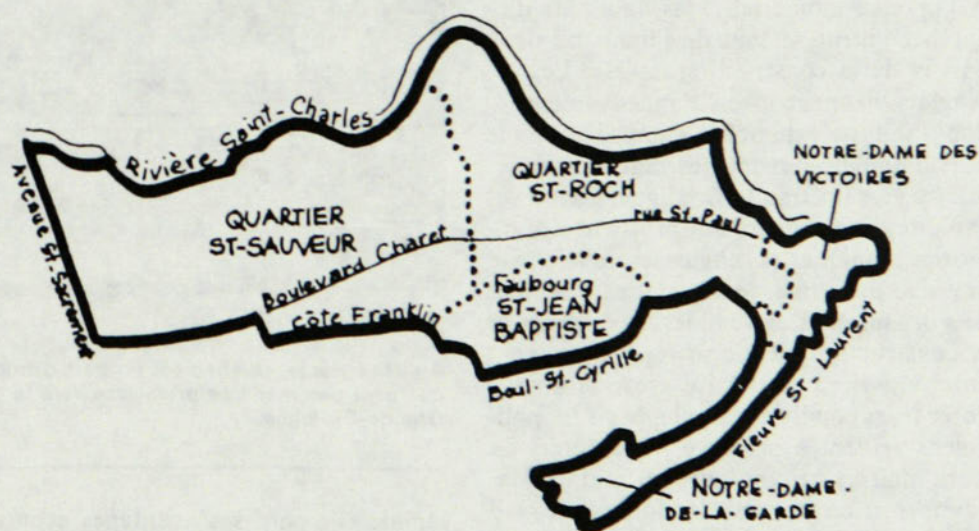
Trop souvent la situation financière maintient les groupes de femmes dans la marginalité et nuit à l'élargissement de leurs services. Les subventions gouvernementales sont limitées et sans garantie de renouvellement.

Cette année, le Mouvement contre le viol tiendra sa campagne de souscription du 29 janvier au 12 février.

Deux moyens de démontrer son appui:

1. Faire parvenir sa contribution au:
Mouvement contre le viol
Collectif de femmes de Montréal
C.P. 391, succ. Delorimier,
Montréal, Qc H2H 2N7
Tél: 526-2460 ou 526-7972
 2. Participer au spectacle-bénéfice, le 3 février à 20h30 au Tritorium, 255 rue Ontario est.
Pour femmes seulement.
Information: 526-2460 ou 526-7972.
-

NOUS, on occupe NOS QUARTIERS!



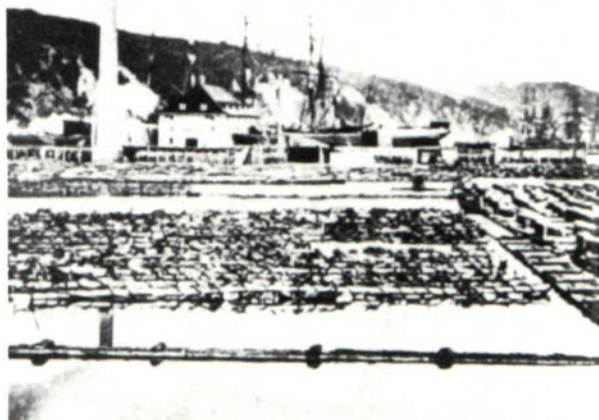
Des luttes qui viennent de loin

Réjean Lemoine

D'abord, le port

À l'époque industrielle, les habitants de Québec vivent surtout de l'industrie du bois et de la construction navale. Les Anglais viennent investir massivement dans l'industrie du bois à Québec qui est le port d'embarquement des matières premières vers la Grande-Bretagne. Face à ces exploiters étrangers qui profitent des divisions ethniques et religieuses de la classe ouvrière naissante, les travailleurs tentent de s'organiser. Dès 1840 les travailleurs de la construction navale se regroupent en union ouvrière pour faire grève et améliorer leurs conditions de vie. Mais les politiciens veillent à préserver les intérêts de leurs maîtres britanniques en matant les ouvriers et en passant des lois qui interdisent l'organisation des travailleurs.

Québec connaît une deuxième partie du XIXe siècle difficile; avec la fin de l'ère co-



Au XIXe siècle, Québec est un port d'embarquement des matières premières vers la Grande-Bretagne.

loniale elle perd ses avantages économiques. L'avenir est maintenant vers l'ouest, Montréal ou les Grands Lacs. Québec est même exclu du développement du réseau

ferroviaire lors de la mise en place du "Grand Tronc" dans les années 1860.

Ces difficultés économiques sont amplifiées par l'importante crise des années 1870, qui provoque le démantèlement des premières organisations de travailleurs, les Chevaliers du Travail. À Québec, le patronat accuse les coalitions ouvrières du port, du bois, de l'imprimerie et des manufactures d'être responsables de la crise.

1926: grève dans la chaussure

Les luttes ouvrières continueront de marquer Québec au XXe siècle, en particulier dans l'industrie de la chaussure, premier employeur de la ville dans les années 1920-1930. Dans ces luttes où les patrons sont de petits propriétaires de shops canadiens-français, le clergé est de connivence pour faire taire les revendications ouvrières. Lors de la grande grève de la chaussure de 1926, les curés de Saint-Roch et de Saint-Sauveur, avec leur menace d'excommunication brandie régulièrement, sont le bras armé et spirituel des



La Quebec Power contrôle les tramways, la distribution du gaz et de l'électricité.

patrons. Le syndicalisme catholique aura toutefois permis une syndicalisation de travailleurs non-spécialisés (chaussure, textile).

Bataille contre les trusts

Avec la reprise économique du début du XXe siècle, Québec devient une ville industrielle nord-américaine et les luttes s'élargissent du front syndical à la nécessaire amélioration des conditions de vie et de santé. Ainsi la classe ouvrière tissera une alliance avec la bourgeoisie professionnelle (médecins, comptables, fonctionnaires) afin d'améliorer les conditions de vie dans la ville. Des batailles épiques se dérouleront sur la question de la municipalisation de l'électricité. Ces batailles contre les "trusts" sont menées par une petite bourgeoisie qui prend peur devant les monopoles, comme celui de la Québec Power qui contrôle les tramways, la distribution du gaz et de l'électricité dans la ville.





Luttes pour la santé

Les questions de santé sont également au coeur des batailles sociales du début du siècle. La situation est très détériorée à Québec et Montréal qui détiennent les records nord-américains de mortalité infantile. Plus d'un enfant sur trois à Québec vit moins d'un an dans les années 1900-1910. Ce haut taux de mortalité s'explique par les mauvaises conditions de travail, de logement, d'environnement. Témoin l'état de l'habitation aux abords de la rivière Lairette à cette époque.

Les hommes et les femmes qui ont participé à ces nombreuses luttes sociales et syndicales sont pour ainsi dire inconnus. À Québec, les monuments sont réservés aux militaires, aux maires, aux cardinaux et aux politiciens. Ceux qui ont lutté pour la dignité et le respect des classes populaires ont droit au silence et au mépris de tristes individus comme Jean Pelletier qui ont refusé l'installation d'une plaque commémorative pour les émeutiers contre la conscription de 1918. Mais c'est d'eux, d'elles et de leurs descendants que ce dossier a choisi de parler... •

1966 — 1983

Plusieurs fronts de résistance populaire

En réaction au réaménagement des quartiers du centre ville qui ne tenait pas compte de la population résidente, une riposte populaire s'est progressivement développée au cours des quinze dernières années. La lutte principale, commune à tous les quartiers, a visé la conservation et la restauration de logements à prix modique. Elle fut accompagnée de diverses autres actions qui, sans être toujours menées en lien les unes avec les autres, étaient motivées par une préoccupation commune, celle du maintien d'un milieu vivable pour les résidentes et résidents.

Ces actions ont pris diverses formes: oppositions aux fermetures d'entreprises qui réduisaient pour les résidents les possibilités de travailler dans leur quartier, batailles pour le maintien d'espaces verts, résistance à l'augmentation de la circula-

tion automobile, revendications pour l'amélioration du transport en commun, luttes contre les fermetures d'écoles, mise sur pied de services sous contrôle populaire (maisons de jeunes, garderies, clubs de consommation alimentaire, journal populaire, cafés militants, etc.).

Au cours de cette période, plusieurs autres enjeux ont aussi amené la création d'organismes de luttes et de services. Des groupes de femmes se sont constitués pour mettre à jour les oppressions qu'elles subissent et travailler à changer la situation. Des groupes de consommateurs et consommatrices, d'assistées sociales et d'assistés sociaux, de chômeurs et chômeuses, de personnes âgées, de psychiatisé-e-s, se sont aussi organisés pour défendre leurs intérêts. Des préoccupations écologistes se sont manifestées dans certaines luttes.

DROIT DE PAROLE

JOURNAL DE LA BASSE-VILLE

D'ici 5 ans

2.055 DÉMOLITIONS DANS ST-ROCH ET ST-SAUVEUR

Dans St-Roch, 1.055 logements seront démolis pour la construction d'une autoroute de boulevard Charneau à DuRoi et l'élargissement de la rue Du Roi. Dans St-Sauveur, 999 logements seront démolis pour l'élargissement du boulevard Charneau. Ces logements sont surtout vieillissants dans le rapport «seuil» sur l'aménagement des trottoirs de la St-Charles.

2.055 démolitions, c'est plus que toutes les démolitions de logements qui ont survécu dans les quartiers St-Roch, St-Jean-Baptiste, Charneau et St-Sauveur pris ensemble, entre 1950 et 1970. 2.055 démolitions en 5 ans, c'est un rythme 211 démolitions par année, c'est-à-dire plus que toutes les démolitions de logements survenues annuellement sur tout le territoire de la Ville de Québec, en cours des dernières années.

2.055 logements démolis, ce veut dire 8.000 à 8.500 personnes expulsées, soit de 15% à 20% de la population actuelle de St-Roch et St-Sauveur. La Ville veut le matériel de matériaux démolis, mais pour une population plus riche.

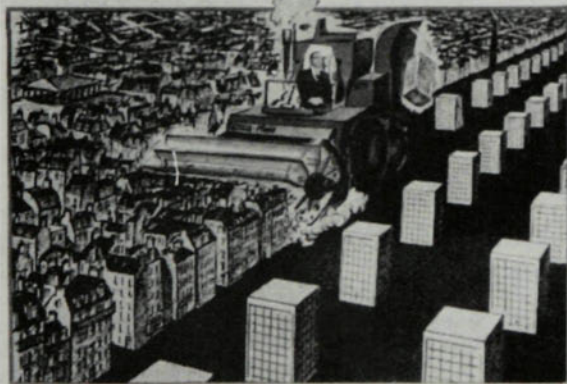
Quelques données:
Municipalité de St-Roch 6-5
Municipalité de St-Sauveur 6-5

Tout cela démolir
matériaux en stock 6-10

Les Agents de collection
matériaux en stock 6-5

M. Pilon
un habitant de St-Roch 6-5

Plus plus démolitions, plus l'impact sur l'écologie et l'atmosphère de la Ville de Québec, un projet de démolition, en pages 2 et 3.



Atelier d'Images Populaires

Faits marquants des luttes dans les quartiers du centre-ville de Québec de 1966 à aujourd'hui

- 1966 • Début des activités du Comité de citoyens de l'Aire-10 (St-Roch)
- Création de l'ACEF de Québec.
- 1969 • Création du Comité de citoyens du quartier Saint-Sauveur.
- Mise sur pied de deux Maisons des chômeurs en basse-ville d'où émergera en 1971 le Centre coopératif des travailleurs de Québec qui vivra jusqu'en 1974. En '76, d'ex-membres du CCTQ sont à l'origine d'une coop de travail dans St-Jean-Baptiste.

- 1970 • Mise sur pied du Groupement des locataires du Québec-métro dans Limoilou
- Début des Associations de locataires dans les H.L.M.
- 1972 • Création dans St-Jean-Baptiste de la première garderie populaire
- Les Avocates populaires commencent à offrir un service de dépannage pour les assistés sociaux.
- Début de la grève au magasin Pollack; la grève durera deux ans, puis les propriétaires fermeront le magasin, suite à la diminution de l'activité commerciale au centre-ville.
- 1973 • Devant les durcissements de l'assurance-chômage, des chômeuses et chômeurs s'organisent pour défendre leurs droits et forment Action-chômage.
- 1974 • Mise sur pied du club de consommation de Saint-Sauveur. D'autres suivront dans St-Jean-Baptiste et Limoilou dans les années suivantes.
- Fondation du journal **Droit de Parole** qui publie un mensuel sans interruption depuis.
- Naissance du Fonds de Solidarité des groupes populaires qui, dès la première année, rejoint 400 personnes pour le souper de solidarité.
- 1975 • Première coop d'habitation créée dans le sillage des luttes populaires, "Coop Chez-Nous".

C'est le début d'un mouvement qui prendra beaucoup d'ampleur dans les différents quartiers, et

qui entraînera la mise sur pied des Groupes de ressources techniques en habitation.

- 1976
- Mise sur pied du Comité de citoyens de la rue St-Gabriel (St-Jean-Baptiste).
 - Création du Mouvement d'action populaire de Limoilou.
 - Victoire dans St-Sauveur: après cinq ans de luttes, on obtient la relocalisation du garage des autobus de la CTCUQ.
 - Occupation des locaux du Couvent du Bon Pasteur par la garderie St-Jean-Baptiste. Gain contre la démolition des édifices, dont la rénovation par des coop d'habitation débutera en '79.
 - Fondation du Regroupement des garderies sans but lucratif de la région.
 - Grève de cinq mois à la Standard Paper Box (Centre industriel St-Malo).
 - Début de la lutte au Québec Hilton pour l'instauration d'un syndicat démocratique et combatif. La lutte sera dure et se terminera par des gains juridiques et syndicaux.
 - Début du collectif de la Maison des femmes de Québec.
- 1977
- Victoire dans St-Sauveur: après cinq ans de lutte, on obtient l'abandon de l'élargissement de la rue Arago.
 - Mise sur pied de l'Association pour la défense des droits sociaux du Québec métré qui mobilisera les assisté-e-s sociaux et obtiendra plusieurs gains.
- Fondation du Rassemblement populaire, parti municipal d'opposition créé en continuité avec les luttes populaires, qui fera bonne figure aux élections de 1977 (25% du vote) et de 1981 (43% du vote).
 - Mise sur pied du Mouvement contre le viol.
- 1978
- Mise sur pied du comité régional des usagers du transport en commun, qui luttera pour l'amélioration du service.
 - Début des actions pour implanter Radio Basse-ville, qui poursuit depuis ce temps un travail d'animation sans avoir encore obtenu son permis du CRTC.
 - Table-ronde contre les mesures Cullen de coupure à l'assurance-chômage.
 - Mise sur pied du Comité des chômeurs et travailleurs de Québec qui disparaîtra en 1981.
- 1979
- Victoire sur la rue St-Gabriel: les maisons sont achetées par des coops d'habitation après trois ans de lutte. La Maison des Jeunes obtient aussi sa maison de la Ville de Québec.
 - Lutte des locataires des blocs verts contre leur expulsion pour cause de rénovation. Gains complets sur le plan juridique.
 - Les locataires de logements municipaux luttent contre les hausses de loyer dans les H.L.M. et obtiennent des modifications aux décisions de l'Office municipal d'habitation.

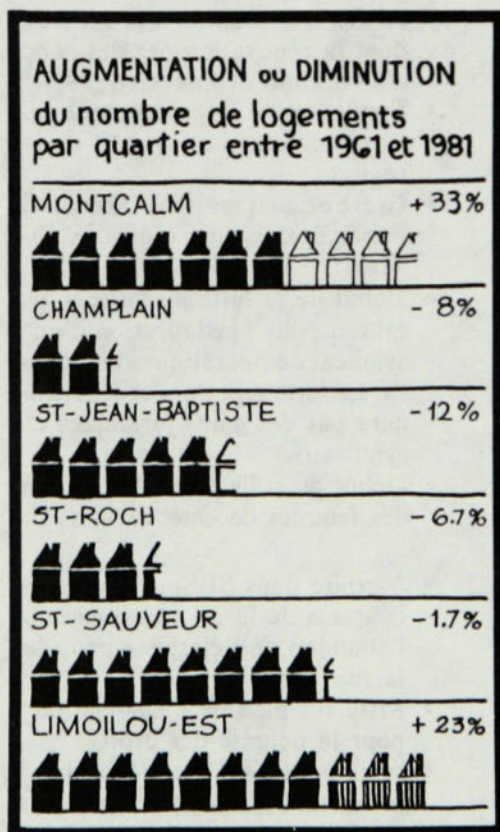
- Ouverture du Centre de santé des femmes.

- 1980
- Fermeture de la boulangerie Vaillancourt dans le centre industriel St-Malo. Début d'une longue lutte pour la réouverture, qui prendra l'allure d'un symbole de résistance aux nombreuses fermetures d'entreprises.
 - Victoire dans Limoilou: cinq ans de lutte ont permis d'obtenir des réparations à l'incinérateur de la communauté urbaine.
 - Ouverture de la Maison d'accueil pour femmes en difficulté.
 - Ouverture du Café La Résistance.
 - Mise sur pied du Regroupement des OVEP de la région 03.
 - Arrêt des activités du comité de citoyens de l'Aire-10 (St-Roch).

- 1981
- Lutte contre la construction d'un tunnel piétonnier sous l'autoroute Dufferin. Liens entre les groupes populaires et les groupes féministes dans un comité contre la violence. Abandon du projet tunnel par la Ville de Québec.
 - Fermeture des magasins Paquet et Syndicat.

- 1982
- Victoire du Regroupement des OVEP qui obtient la reconnaissance de sa demande unique par le ministère de l'Éducation.
 - Lutte contre le projet d'agrandissement du Port de Québec. Le projet initial est refusé et le Port doit en élaborer un autre...
 - À suivre...!

Nous n'avons retenu ici que des événements survenus dans les quartiers du centre-ville. D'autres luttes ont été menées dans la région immédiate de Québec au cours de cette période (ex: grèves au Pavillon St-Dominique et à l'Agence provinciale, lutte contre le tracé de l'autoroute sur les battures de Beauport, etc...) qui ont eu un écho jusqu'au centre-ville, entraînant des gestes de solidarité et élargissant les prises de conscience. •



Les batailles sur le LOGEMENT

À travers tout ce bouillonnement de luttes, nous avons choisi de mettre en évidence les luttes sur l'habitation... elles qui ont mobilisé beaucoup d'énergies militantes depuis 15 ans, elles qui ont été à l'origine des premiers groupes populaires à Québec.

Pour les classes dominantes, les enjeux en cause n'étaient pas tous d'égale importance et leur stratégie fut d'attaquer les quartiers les uns après les autres. Les quartiers St-Roch et St-Jean-Baptiste, à vocation commerciale et administrative, étaient surtout convoités pour l'installation des grands projets. Par contre dans St-Sauveur et dans Limoilou, l'administration municipale n'avait pas planifié d'interventions d'aussi grande envergure. Les actions qui y étaient prévues et l'inaction sur plusieurs plans avaient cependant aussi comme conséquence la détérioration du milieu de vie.

L'arrivée du Progrès civique au pouvoir en 1965 sonne la charge sur les quartiers populaires. On rase dans un premier temps les abords de la Colline parlementaire dans St-Jean-Baptiste, sans qu'il y ait de riposte organisée. Lorsqu'arrive ensuite le tour du quartier St-Roch, un groupe d'opposition se constitue, mais sa tâche s'annonce difficile. Il s'avance le premier sur le champ de bataille et il doit fabriquer ses armes au fur et à mesure qu'il découvre que l'ennemi s'amène avec un rouleau-compresseur...

ST-ROCH

on a perdu une bataille mais pas la guerre

Propos recueillis par Jean Lapointe, premier permanent du comité.

La ville de Québec voulait rénover le quartier en le détruisant d'abord et ensuite en le remettant à des promoteurs pour qu'ils fassent la rénovation à leur façon. Nous les citoyens, voulions rénover le quartier, mais dans l'intérêt de ses résidents-es.

En 1966, sous l'instigation du curé de la paroisse St-Roch, Mgr Raymond Lavoie, un comité de citoyens voit le jour. Il est composé d'une partie de l'élite locale: gérant de caisse populaire, marguilliers, petits professionnels et petits propriétaires. Mais trop peu revendicateur au goût de certains, ce comité est vite remplacé sur la place publique par un de ses sous-comités, le comité de logement, composé de locataires, de travailleurs à faible revenu et d'assistés sociaux. Plus représentatif du quartier, il s'impose comme partie à la discussion. Pendant trois ans, de 1967 à 1970, le comité de citoyens défend sur la place publique les intérêts de ses membres. La construction d'habitations à loyer modique pour les citoyens du quartier sur les terrains vacants des berges de la rivière St-

Charles devient la revendication première et essentielle.

Mal prise dans son argumentation, la ville tente de refiler le problème aux gouvernements provincial et fédéral et même à l'entreprise privée, comme le Canadien Pacifique. Mais il devient clair que tous ces pouvoirs n'ont aucun intérêt à donner raison aux citoyens. Le comité de citoyens est vite isolé et déclenche des actions publiques: conférences de presse, marches, etc. Le curé Lavoie et madame Grondin se présenteront même aux élections municipales. Le comité tentera d'élargir sa lutte en produisant le film "Aire-10" qu'il diffusera à plusieurs groupes.

Priorité de lutte du comité, le logement ne fut pas seule action; les nombreux problèmes des habitants du quartier l'ont amené à créer des services: clinique médicale, clinique juridique, comité d'assistés sociaux, clinique d'architecture, etc...

C'était pour le comité une façon de développer son enracinement. L'histoire nous

apprendra par la suite que la majorité de ces initiatives ont été récupérées par les gouvernements et que plusieurs jeunes professionnels qui avaient collaboré à la mise sur pied de ces services les ont utilisés par la suite comme tremplin pour "faire leur chemin dans la vie". Quel bilan faut-il tirer de cette lutte? Le comité de citoyens de l'Aire-10 fut un moment important dans l'histoire des luttes populaires de la région de Québec. C'est à partir de l'Aire-10 que se sont organisées les luttes contre la démolition d'habitations (zone 2), la lutte contre la démolition de l'école de quartier, la mobilisation autour d'un plan de zonage qui aurait favorisé les résidents, la mobilisation des personnes âgées pour de l'habitation et des services adéquats. Ainsi, des gens ont pris conscience de leur force, de leurs capacités; ils ont fait l'expérience d'une solidarité vivante. Mais ils ont aussi pris conscience de leur isolement, des leviers de pouvoir, donc de leur faiblesse.

St-Roch commence aujourd'hui à ressembler à ce que les promoteurs immobiliers souhaitaient. Le comité des citoyens a

fermé ses portes, les citoyens qui ont façonné l'histoire quotidienne de ce quartier sont partis: les plus âgés sont morts et ceux de leurs descendants qui en ont les moyens se sont expatriés dans un autre quartier. Peut-on parler de défaite pour autant: oui, si on s'en tient exclusivement aux résultats immédiats et apparents. Mais quand on sait que plusieurs continuent de lutter ailleurs dans d'autres quartiers pour les mêmes objectifs mais en utilisant l'expérience de l'Aire-10, on ne parle plus de défaite, mais d'espoir.



Atelier d'Images Populaires

Denise Doré, du comité de citoyens de l'Aire-10.



Droit de Parole

Avec les berges la Ville rate le bateau



Atelier d'Images Populaires

Propos recueillis par Jacques Fiset

Le comité de citoyens de l'Aire-10 n'existe donc plus, mais son action a néanmoins réussi à mettre en échec certaines parties du plan de la Ville. En effet, la Ville de Québec éprouve une grande difficulté à ramener dans le quartier une population plus à l'aise et par conséquent à faire revivre le centre commercial du Mail St-Roch. Le cas du Village de l'Anse, premier complexe d'habitation (500 logements) construit en 1975 sur les berges fraîchement bétonnées de la rivière St-Charles, illustre l'échec du plan jusqu'à maintenant. Johanne Dancause, locataire au Village de l'Anse depuis son ouverture, nous parle des causes de cet échec.

“Aujourd'hui, au Village de l'Anse, on retrouve toujours en majorité des travailleurs à faible revenu, des chômeurs et des assistés sociaux, en plus d'un bon nombre d'immigrants d'extrême-orient. Et cela, contrairement aux affirmations de fonctionnaires de la Ville à l'effet que — les assistés sociaux ont vidé les lieux depuis cinq ans, parce qu'ils ne sont plus capables de payer ces loyers-là —. C'est vrai qu'ils n'ont pas les moyens de payer ces loyers-là, mais ils y sont encore et d'ailleurs, ont-ils le choix?”

Il y a deux éléments qui ont joué pour amener cet échec de la Ville: les luttes de l'Association des locataires et les préjugés “bourgeois” contre les assistés sociaux et les familles avec enfants en général. Les luttes menées par l'Association des locataires ont réussi à limiter les hausses de loyer que les propriétaires successifs voulaient imposer pour rentabiliser l'immeuble. Maintenant l'édifice est entre les mains d'un organisme sans but lucratif du Mouvement Desjardins qui, avec l'aide de la Société d'habitation de Québec, a abaissé le loyer des gens à faible revenu.

Les préjugés contre les assistés sociaux avaient toujours fait fuir une clientèle “difficile”, mais maintenant que des rumeurs courent que le Village pourrait devenir un H.L.M., beaucoup de gens se sont mis à déménager parce qu'il y aurait des assistés sociaux dans le bloc. Un Village de l'Anse pour les mieux nantis et une population plus huppée, c'est raté!”

St-Sauveur

des logements restaurés un zonage modifié

Propos recueillis par Jacques Fiset, texte de Marc Boutin

Le quartier St-Sauveur a toujours été un quartier résidentiel populaire. Ce sont les mauvaises conditions d'habitation qui ont été à l'origine de la mise sur pied du comité de citoyens en 1969. La revendication principale a été dès le début d'obtenir la restauration des logements sans

une trop grande augmentation du prix des loyers.

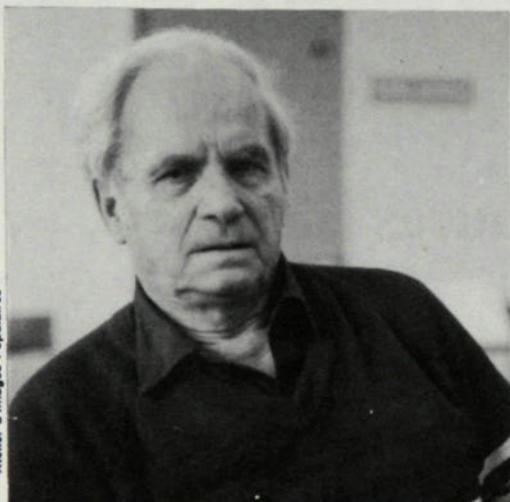
Le comité s'est opposé aussi aux plans de réaménagement de la ville qui prévoyaient pour ce quartier, l'élargissement des rues et l'augmentation de la circulation. Ses luttes principales ont porté sur le plan de zonage du quartier et sur les programmes de subventions pour la restauration. Sur ce dernier point, il est passé à l'offensive en soutenant la mise sur pied de la première coopérative visant à prendre en charge la restauration de logements. De plus, le comité a mené des actions sur de nombreux enjeux locaux dans les différentes paroisses du quartier: enlèvement des garages d'autobus de la communauté urbaine, problèmes de stationnement pour les résidents, démolition de maison, etc...

Émile Perron, ex-travailleur de la construction et maintenant travailleur du quartier au C.L.S.C., membre du comité depuis 1970 et candidat du Rassemblement populaire aux élections de 1977 et 1981, nous parle de son engagement dans le



Occupation du bureau d'information de la Ville, septembre 1975.

Droit de Parole



Émile Perron: "Mais le plus important, ce n'est pas nécessairement de gagner des luttes, mais c'est de changer l'idée des gens".

comité des citoyens et des problèmes avec lesquels ce dernier est confronté.

"Au début, il y avait de 10 à 12 personnes. Ça faisait longtemps que je me disais que les pauvres devraient se regrouper pour régler leurs problèmes, mais je trouvais que ça placotait trop jusqu'au jour où on s'est mis sur l'affaire du Pont Parent. Alors, j'ai aimé ça et en plus, on l'a gagnée celle-là."

"On a gagné d'autres luttes comme l'asphaltage de l'entrée de l'école Cardinal-Roy et l'affaire du carré Chénier où, en regroupant les résidents, on a évité la démolition d'un pâté de maison où l'échevin voulait faire un stationnement.

Le dialogue avec l'hôtel de ville a posé un problème au comité des citoyens. Au début, l'échevin venait souvent aux réunions. L'échevin et le maire pensaient peut-être qu'on allait s'allier à eux. Ils ne comprenaient pas encore que l'on ne visait

pas les mêmes intérêts. On a joué le jeu pendant quelque temps dans l'affaire du H.L.M. St-Sauveur puis on s'est aperçu qu'on faisait leur ouvrage."

Pour Émile Perron, le bilan du comité après 13 ans de luttes est positif. "On a créé des coops d'habitation et des coops alimentaires. On a mis de l'énergie pour les partir; cela a marché et quand ça s'est mis à bien aller, ça a changé bien des choses. Mais le plus important c'est pas nécessairement de gagner des luttes, c'est de changer l'idée des gens. Ceux que l'on gagne ainsi, ils ne nous les reprendront plus."

Aujourd'hui Émile Perron travaille au C.L.S.C. Basse-ville où il est un des rares ouvriers à avoir rejoint le rang des animateurs du quartier. Le lien entre les intellectuels et les gens ordinaires est au centre de ses préoccupations: "Même au C.L.S.C. je suis moins écouté que ceux qui ont des diplômes alors que, bien souvent, je dis bien plus la vérité qu'eux. Le premier but à se fixer c'est de convaincre les gens que l'on défend leurs intérêts. Ce n'est pas contradictoire, c'est seulement parce que les gens ont été élevés dans l'idée qu'il fallait aller voir les professionnels pour avoir un conseil. Quand c'est quelqu'un qui leur est égal, ils n'ont pas confiance".

Le comité des citoyens St-Sauveur, le plus peuplé des quartiers ouvriers du centre-ville, se renouvelle en élargissant l'éventail de ses préoccupations. Au congrès du mois d'août 1983, le comité a décidé de rejoindre le mouvement pacifiste en mettant sur pied un sous-comité pro-désarmement. En plus, il vise la mise sur pied d'un service de création d'emploi pour les jeunes et d'un sous-comité chargé de mobiliser et de former de nouveaux membres. •



St-Jean-Baptiste

St-Gabriel de force

Texte de Mario Germain

Au début des années '70, la ville de Québec acquiert à prix élevé la presque totalité des maisons appartements situées sur le côté sud de la rue St-Gabriel dans le quartier St-Jean-Baptiste. Le changement de propriétaire n'apporte pas de meilleures conditions d'habitation pour les résidents et les résidentes de la rue. La ville n'entretient pas ses logements et les laisse à l'abandon. En fait, elle a l'intention de les détruire afin d'élargir la rue pour en faire une voie d'accès rapide au centre-ville de Québec.

L'organisation des citoyens et des citoyennes

En 1975, la ville de Québec commence à vouloir fermer quelques logements et envoie des avis d'augmentation de loyer aux autres locataires de la rue. Pour des logements passablement délabrés où la ville ne donne plus de service d'entretien, les augmentations de loyer sont mal venues. Rapidement, les résidents et résidentes s'organisent et portent plainte à la Régie du logement. En plus de ne pas avoir à payer l'augmentation des loyers, les locataires réussirent à faire baisser le prix des logements.



Atelier d'images Populaires

Guy de Thurens, membre fondateur des coopératives: "Les logements étaient passablement délabrés, la Ville voulait les fermer. Pour les résidents, ce n'était pas le genre de solution que l'on recherchait."

Cette victoire rapide arrachée à la ville stimule tout le monde et la lutte contre la fermeture et la démolition des maisons s'amorce. Le mouvement St-Gabriel est mis sur pied. La Maison des Jeunes, elle aussi menacée de perdre son local, se joint à la lutte. Le mouvement St-Gabriel est mis sur pied. Le mouvement St-Gabriel propose comme alternative, la mise sur pied de coopératives d'habitation gérées par les résidents et les résidentes de la rue. La ville de Québec refuse de céder. Une longue lutte s'amorce.



Atelier d'images Populaires



Droit de Parole

Manifestation contre le projet Immobilier de luxe Charlebec.

Les objectifs de la lutte

Très tôt, le mouvement St-Gabriel se gagne les appuis des groupes populaires et des syndicats de Québec. L'enjeu premier est la sauvegarde des logements, mais la lutte de la rue St-Gabriel est aussi une bataille contre le plan de développement du centre-ville mis de l'avant par l'administration municipale: délogement de la population ouvrière pour la remplacer par une population plus aisée, rentabilisation du sol au centre-ville par la construction de grands hôtels, d'édifices à bureaux et de commerces de luxe. Ce plan de développement a déjà fait passablement de ravages dans le quartier voisin (St-Roch) et la modernisation en béton commence à déplaire à beaucoup de gens.

Au nom de la saine gestion des finances publiques, la ville se refuse à vendre les maisons en dessous du prix qu'elle les a payées. Le mouvement St-Gabriel de son côté, par la tenue de manifestation, de soirées de solidarité et grâce à une bonne couverture de presse, réussit à se gagner l'appui de la population.

Après plus de deux ans de lutte et de pression politique, le mouvement St-Gabriel réussit à avoir gain de cause et avec le support financier de la Société d'habitation du Québec, réussit à se faire céder les maisons par la ville de Québec. Les résidents et résidentes de la rue St-Gabriel venaient de s'assurer le contrôle de leurs logements.

La naissance d'un comité de citoyens

L'expérience de la lutte pour conserver les logements de la rue St-Gabriel amène une détermination chez les résidents du quartier St-Jean-Baptiste pour la préservation de leur environnement. Peu de temps après la naissance des coopératives d'habitation, le mouvement St-Gabriel se transforme en comité de citoyens et lance son action contre la construction de l'édifice Charlebec, une nouvelle tour à bureaux assortie de logements et de commerces de luxe. Cette lutte engloutit une bonne partie des énergies du comité, et elle s'avère un échec partiel car le projet fut finalement construit, mais avec plusieurs modifications.

La résistance au coeur de la colline parlementaire

Propos recueillis par René Boudreault, ex-animateur au départ du projet.

Texte de Claude Larose

Une autre lutte importante a été menée contre la "machine à démolition" qui a exercé ses ravages dans le quartier St-Jean-Baptiste. Pour les forces populaires, l'enjeu était la sauvegarde de l'ex-couvent des soeurs du Bon Pasteur, situé au pied du Complexe G et au coeur des édifices administratifs de la Colline parlementaire. Exproprié pour fin de démolition, l'édifice qui devait faire place à un palais de justice est occupé dès 1975 par la Garderie St-Jean-Baptiste. Celle-ci lutte à la fois pour demeurer dans ses locaux et pour empêcher que ne soit éliminée toute vie communautaire dans ce secteur.

En 1976, l'arrivée au pouvoir du Parti Québécois, dont les candidats locaux s'étaient engagés à ne pas démolir l'édifice, marque un tournant décisif.

Une corporation d'aménagement est formée et l'idée d'un ensemble résidentiel prend forme. Marie Leclerc, actuelle présidente de la corporation, travaille depuis quatre ans à la réalisation de ce projet collectif qui a permis la mise en place de sept coopératives d'habitation et la réalisation de 250 logements.

Q. — Qu'est-ce qui t'a amenée à investir tes énergies dans ce projet?

Marie — *Au départ, je faisais partie d'un groupe de femmes chefs de famille. Nous avons identifié la nécessité de faire quelque chose par rapport à nos besoins criants en habitation. Nous avons aussi le désir de briser notre isolement en habitant un lieu collectif différent, alternatif, propice à l'échange de services communs.*

Q. — Le groupe a formé la coop "Grandir en ville". En quoi est-ce un lieu d'habitation alternatif?

Marie — *Sans vouloir "charrier" ce mot déjà utilisé à plusieurs sauces, le fait de vivre les difficultés de ce défi, mais surtout la solidarité et l'entraide quotidienne, constituait pour nous une alternative plus qu'extraordinaire par rapport à la jungle de l'habitation privée au centre-ville.*

C'est alternatif parce que la coop permet de l'entraide et des services communs, tels le local communautaire, la salle de jeux, la buanderie collective, les rangements, etc. Elle permet les grandes sorties de famille, les campings, la célébration en commun des grandes fêtes de l'année, des fêtes individuelles en petits groupes, bref un certain décloisonnement de la famille.

Alternatif surtout à cause de l'accès de tous, même des jeunes et adolescents et adolescentes à la responsabilité et au pouvoir de gestion démocratique de la coop. Je m'en voudrais de ne pas souligner aussi notre recherche globale avec les autres coops dans la préservation de l'énergie, la récupération du papier et du verre, la coopérative alimentaire, la garderie du quartier, etc...



Atelier d'Images Populaires

Marie Leclerc, de GRANDIR EN VILLE.

Q. — Peux-tu nous parler des enjeux plus politiques et des luttes durant ces années d'implantation des coops?

Marie — *Vouloir y vivre n'est pas encore simple actuellement, vouloir y vivre comme on l'entend, encore moins... Nous avons dû nous battre quand la Société centrale d'hypothèque et de logement a fixé nos coûts de loyers sur la base des loyers privés du secteur. Nous avons exigé de définir nous-mêmes le programme architectural décrivant les services de l'édifice et de chaque logement, nous avons fait admettre à la SCHL la nécessité*

d'aménager des lieux communautaires dans nos édifices; nous avons fait admettre le principe d'un lieu intégré inter-coops avec des services en commun et encore dernièrement, nous nous sommes solidarisés avec la 7e coop du projet pour faire inclure au titre de propriété une servitude pour une garderie éventuelle.

Tout cela n'a pas été du tout cuit, les bureaucrates du gouvernement n'ont jamais voulu d'habitation dans ce secteur et encore moins de coopératives militantes et responsables de leur environnement. Notre lutte de base à tous ici, comme à St-Gabriel, c'était d'arrêter les bulldozers dans St-Jean-Baptiste, de protéger et restaurer le patrimoine bâti, de restaurer surtout le tissu humain du quartier.

Q. — Votre lutte est-elle en lien avec les autres luttes populaires?

Marie — *La Corporation n'a jamais voulu s'isoler des luttes populaires. Nous avons appuyé la résistance de la garderie St-Jean-Baptiste, le projet de Centre communautaire, la coop alimentaire. Nous avons eu récemment une excellente rencontre avec le comité de la condition féminine du Rassemblement populaire sur l'environnement du quartier, la signalisation, le bruit, l'éclairage, le vandalisme. Nous avons fait des prêts ou locations de*

locaux à des syndicats en grève et à des groupes populaires. Nous avons organisé des fêtes populaires dans le quartier.

Q. — Tu te définis comme féministe, comment tes préoccupations se sont-elles traduites au Bon Pasteur?

Marie — *Partout où nous étions, moi et d'autres, nous avons veillé à ce que les besoins des femmes soient entendus et comblés: dans l'architecture, la typologie des logements, par un service de garde lors des réunions, par une politique de mobilité des logements selon le taux d'occupation, dans le principe d'une chambre par adulte, etc. Toutes celles qui ont vécu et vivent au Bon Pasteur pourraient témoigner de ces gains personnels et collectifs. •*

Dans Limoilou

des citoyens en quête d'un milieu vivable

Propos recueillis par Jacques Archibald, texte de Jacynthe Michaud

Le quartier Limoilou n'a pas vécu les mêmes enjeux qu'à St-Roch et St-Jean-Baptiste. Population vieillissante au départ, mais qui tend à se rajeunir par l'arrivée de nouveaux occupants, elle est largement composée de travailleurs à faible revenu, de chômeurs et d'assistés sociaux.

Avant la naissance en 1976 du Mouvement d'action populaire de Limoilou (MAPL), nom du Comité de citoyens à l'époque, il n'existait rien dans ce quartier en terme d'organisation populaire. Dès ses débuts, le MAPL lance une enquête participation afin de connaître les besoins et problèmes de la population. Sur la base de ce sondage populaire, des actions sont menées sur la pollution de l'incinérateur de la Communauté urbaine, l'absence de garderie, la circulation. Mais le plus gros problème rencontré reste celui de l'habitation et des conditions de logement.

Nous avons rencontré Françoise Viger, résidente du quartier Limoilou. D'abord militante au MAPL sur la question des fermetures d'école et du plan de zonage proposé par la ville, elle est devenue, il y a un an et demi, permanente au Comité de citoyens.

“Nous avons mené une grosse lutte au sujet du zonage. Il y avait beaucoup de

“La canardière: un enjeu important lors de la bataille sur le zonage dans Limoilou.”

Atelier d'Images Populaires

priorité pour le commerce et l'industrie. C'est alors que nous avons voulu freiner le développement commercial pour garder le quartier résidentiel. Après avoir scruté en profondeur le plan de zonage, le comité de citoyens a pris des positions devant le Comité consultatif de la ville. Nous avons contacté les gens pour leur expliquer comment nous voyions cela et les avoir avec nous au Comité consultatif. Nous avons eu beaucoup d'alliés, comme les comités d'école. Au Comité consultatif, nous avons gagné notre point.

Il y eu un facteur qui nous a avantagés à Limoilou au niveau résidentiel, c'est que la presque totalité des locataires et propriétaires du quartier y vivent depuis plus de 40 ans.

Depuis l'adoption du plan de zonage, il y a eu la formation de deux coops d'habitation. Une à partir de maisons détériorées et une autre avec l'école St-Esprit, que le Comité de citoyens ne voulait pas laisser démolir. Nous avons fait une soirée d'information avec au moins 100 personnes et nous leur avons expliqué le fonctionnement d'une coopérative.

En plus du problème de l'habitation et du zonage, le Comité de citoyens a mené d'autres actions dans le quartier. Nous avons mené une bataille pendant deux ans pour faire démolir de vieux hangars et aménager un parc à la place. Et il y a eu la lutte contre l'incinérateur qui dessert la communauté urbaine de Québec. Cet incinérateur polluait tout le quartier avec ses retombées. C'est une lutte qui a duré cinq ans et les résultats ont été minimes. Le gouvernement a émis quelques ordonnances, mais que l'administration de l'incinérateur ne respecte pas toujours.



Atelier d'images Populaires

Françoise Viger: "Si nous n'avions pas été là, le quartier ne serait pas ce qu'il est maintenant."

En ce qui concerne les perspectives d'avenir; si nous n'avions pas été là, le quartier ne serait pas ce qu'il est maintenant. Il a permis aux gens de la base de s'organiser. Les gens prennent conscience qu'en se regroupant, ils peuvent gagner quelque chose. Présentement, les perspectives ne sont pas très claires. Nous avons encore le même membership qu'il y a huit ans. Plusieurs se sont impliqués à d'autres niveaux, les coopératives par exemple. Aujourd'hui, il y a du monde qui arrive dans le quartier. Il faut trouver le moyen d'aller les chercher. Nous devons rester vigilants sur tout ce qu'on a fait, mais aussi faire quelque chose de nouveau." •

On en a marre des hausses de loyer

Texte et entrevue: Jacinthe Michaud

Depuis près de 15 ans, diverses batailles se sont menées dans les quartiers du centre-ville sur la question du logement et de sa détérioration. Mais nous ne pouvons passer sous silence le problème de la hausse des loyers, puisque l'enjeu pour la population résidente se situe dans la conservation du stock de logements à bon marché. C'est dans ce sens que le Groupement des locataires du Québec Métro a depuis quelques années mené ses luttes.

Nous avons rencontré Solange Grondin, ancienne permanente et militante au GLQM de 1974 à aujourd'hui.

“Le Groupement est né en 1970 dans la paroisse St-Pascal de Limoilou. Au début, il s'agissait plus d'un réseau informel, avec des personnes qui ne connaissaient pas les différentes législations sur le logement.

L'aspect information a donc pris beaucoup d'importance. À ce moment, les gens voyaient le problème de logement en terme de relations locataires/propriétaires”. Ils n'avaient donc pas d'analyse du rôle de l'entreprise privée dans le logement. Ils ne voyaient pas en fonction de quels intérêts le gouvernement fait les lois. À un certain moment, ils ont fait une grosse enquête pour faire connaître la position des locataires. Le gouvernement n'en a pas tenu compte.

Comme autre étape il y a eu aussi la lutte de St-Gabriel en 1976. Là nous avons défendu les locataires contre la ville à



partir des hausses de loyer et aussi sur comment obtenir une diminution de loyer. Ce dernier point semblait encore plus difficile à obtenir car la régie n'accorde des diminutions que lorsque le logement a subi une détérioration en cours de bail. Ce qui n'était pas le cas pour les locataires de St-Gabriel puisque la détérioration s'échelonnait sur 5 à 6 ans. Nous avons tenté d'obtenir gain de cause pour le principe, pensant qu'on ne gagnerait pas. À ma grande surprise nous avons eu gain de cause sur les deux plans.

Une autre lutte importante fut la lutte des blocs verts avec le Comité des citoyens de St-Sauveur. Ce fut une lutte affreuse. Toutes les revendications ont été obtenues sur papier mais rien dans le concret. Il est indéfendable de dire au monde de rester dans leur logement alors qu'on est en train de le démolir.

La création des Comités-logement est survenue plus tard. Toute leur histoire part du fait qu'il y a une période dans l'année, celle du renouvellement des baux, où il faut faire beaucoup d'information. C'est à ce moment qu'on appelait les comités de citoyens pour leur demander s'ils aimeraient qu'on fasse une assemblée pour informer les locataires de leur quartier. Après réflexion on en est venu à une décentralisation, à une prise en charge par les quartiers de cette information.

Moi je dirais qu'il faut fermer le GLQM si vraiment il existait des organisations locales dans tous les quartiers. Actuellement, ce n'est pas le cas. Dans nos échanges avec les comités de citoyens, on ne se comprenait pas à cause de la différence de



Atelier d'Irregees Populaire

Solange Grondin: "Il faut vraiment se renforcer, développer des solidarités dans l'action et non développer des structures qui reproduisent souvent d'autres pouvoirs."

nos champs d'intervention. Il reste que le GLQM est le principal leader au moment de la campagne contre les hausses parce que nous possédons toutes les informations. L'apport des comités de citoyens se fait plus au niveau technique.

En ce qui concerne les perspectives politiques, le renforcement des associations de propriétaires nous force à une concertation face aux listes noires. C'est ceux qui se défendent qui s'y retrouvent, c'est aussi ceux qui n'ont pas d'argent: les chômeurs et les assistés sociaux. Il faut vraiment se renforcer, développer des solidarités dans l'action et non développer des structures qui reproduisent souvent d'autres pouvoirs."

D'autres prises en charge

Dans le portrait des luttes menées par les groupes populaires de Québec, on ne peut passer sous silence les autres fronts de mobilisation. Dans les pages qui suivent, on met en évidence trois de ces fronts, soit la lutte des femmes, celle des jeunes, et celle des écologistes.

Nos conditions de vie: c'est aussi l'oppression des femmes

En 1980, la Maison des femmes de Québec ouvre une Maison d'accueil et d'hébergement pour femmes victimes de violence en milieu conjugal. Y sont passées jusqu'à ce jour, et y reviennent, plusieurs centaines de femmes violentées physiquement et psychologiquement par leur conjoint. Des femmes aux conditions de vie souvent difficiles, qui, lorsqu'elles quittent le foyer, ont à affronter une même situation: pauvreté, discrimination dans la recherche d'un logement, engrenage juridique fait par et pour les hommes.



Atelier d'Images Populaires

Le fonctionnement collectif de la Maison d'accueil cherche à créer un climat de solidarité et d'entraide entre les femmes: partage des tâches ménagères (repas, ménage), de la garde des enfants, et parfois même soutien mutuel des femmes dans leurs démarches.

Lorsqu'elles ont des droits à défendre à l'Aide sociale, lorsqu'elles veulent en savoir plus long sur un point particulier d'une loi, les femmes résidentes à la maison vont souvent référer à l'Asso-

ciation pour la défense des droits sociaux du Québec métropolitain (ADDSQM) qui travaille en collaboration avec la Maison des femmes. Lors des fêtes, à l'occasion d'actions menées par un groupe qui lutte pour l'amélioration des conditions de vie en milieu populaire, les femmes résidentes sont aussi invitées à se joindre aux activités.

Carole Gauthier, militante à la Maison des femmes.

On n'est pas des "bums"

L'an 1975, la rue, un petit local où l'on s'entasse, un projet de vidéo avec les jeunes et surtout l'envie de réaliser des choses ensemble, voilà un portrait de la Maison

St-Jean-Baptiste à ses débuts. Le local devenu trop petit, on part à la recherche d'un lieu, d'une maison que l'on finit par dénicher sur la rue St-Gabriel, au printemps 1977; une maison que la Ville consent à louer en attendant qu'elle soit



Droit de Parole

détruite. En effet, la Maison St-Jean-Baptiste reçoit un avis d'éviction pour le 30 septembre 1978. On sent l'urgence d'agir; le comité de citoyens St-Gabriel, la coop St-Gabriel, la Maison des jeunes St-Jean-Baptiste, se mobilisent tous sous la même bannière.

Ce qu'il est intéressant de faire ressortir, c'est tout le côté "énergie", "persévérance", "détermination" et "originalité" qu'une lutte de jeunes peut revêtir. Les jeunes qui ont vécu cette lutte se

souviennent d'une grande aventure, d'une grande solidarité, semées d'action qui les ont amenés à gagner leur cause; occupation d'un mois de la maison par les adultes, la police dehors, les jeunes distribuant des tracts au passants, entrée surprise à l'hôtel de ville; les jeunes maquillés, interventions-ripostes des jeunes au maire Pelletier, telles: On n'est pas des "bums", on n'est pas des drogués, Pelletier ne veut rien savoir des jeunes, etc.

Carole Gauthier

Pas de quartier pour la pollution!

L'histoire des dernières années à Québec compte un certain nombre de revendications et de mobilisations populaires reliées à la qualité de l'environnement: opposition au projet d'aluminerie à St-Augustin de Portneuf en 1971, front commun contre le tracé de l'autoroute Dufferin sur les battures de Beauport en 1973.



Journée d'information sur les battures de Beauport.

La plus récente de ces mobilisations a réuni, en septembre 1983, 5 000 personnes opposées au projet d'agrandissement du port de Québec sur les battures de Beauport.

En effet, le Port de Québec a mis de l'avant un gigantesque projet de remplissage du fleuve (plus d'un mille carré) afin d'aménager de nouveaux quais pour entreposer des marchandises en vrac. Depuis 1981, des groupes à préoccupations très diverses (naturalistes, groupes de loisirs, écologistes, conseil régional de développement) ont manifesté leur opposition en faisant ressortir les impacts négatifs du projet: pollution, faible création d'emplois, disparition du dernier site permettant l'accès au fleuve pour le loisir dans la zone urbaine. De plus les Amis(es) de la Terre ont fait ressortir les avantages de réaliser plutôt cinq petits ports dans l'Est du Québec. Ces groupes ont réussi à bloquer temporairement le projet, mais le Port n'a pas abandonné la partie. •

Jocelyn Bluteau, Claude Larose.

On s'est greyés d'outils.

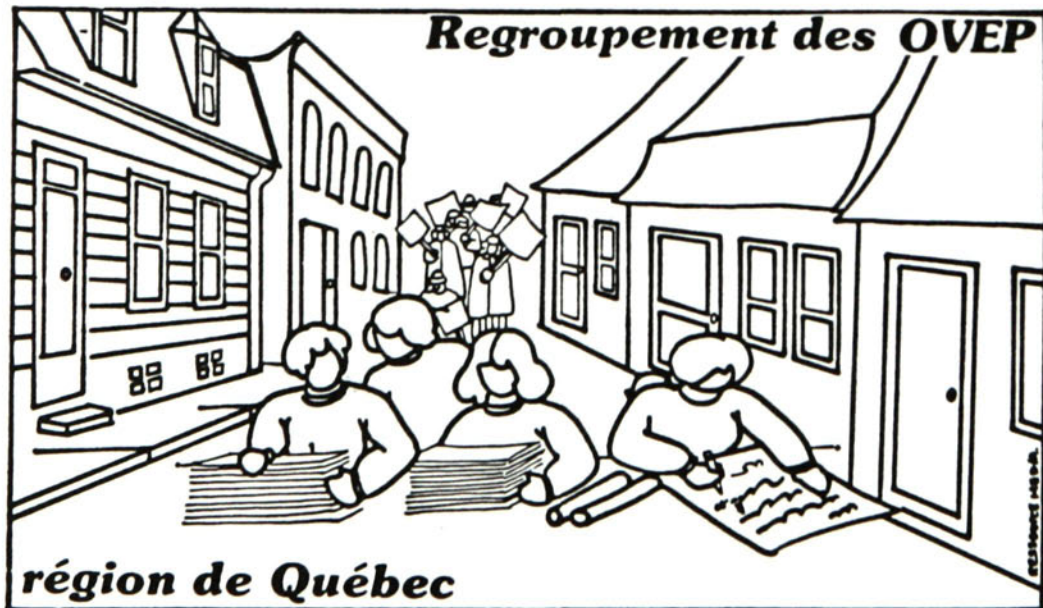


Pour la solidarité

Texte: *CLAUDE LAROSE*

“À Québec, l’histoire des luttes populaires a été marquée par de nombreux gestes de coopération et de solidarité entre les divers groupes. Au-delà de certains tiraillements inévitables, on sent une connivence réelle entre les groupes des différents quartiers et des divers fronts de luttes. La détermination et l’énergie que les groupes ont mis pour créer et faire vivre des outils communs d’information, de financement et plus récemment de formation, ne sont pas étrangers à cette situation. La durée et la vivacité de ces outils constituent, croyons-nous, une originalité des luttes populaires à Québec.

Le premier né de ces outils fut **Droit de Parole**, le journal populaire des quartiers du centre-ville. Il est aussi le journal populaire qui publie depuis le plus longtemps au Québec. Son premier numéro datant de septembre 1974, il fêtera ses dix ans à la fin de la présente année. Il aura connu, pendant cette période, deux grandes phases. D’abord journal de quartier qui voulait par ses reportages donner la parole aux résidents du centre ville, il a été pris en charge en 1978 par les groupes populaires qui en ont fait leur instrument d’information.



Les groupes se sont aussi donné un outil de financement à partir de 1974, en créant le Fonds de Solidarité. Mis sur pied en réaction à des coupures de Centraide à l'endroit de certains groupes, il a permis aux groupes populaires de s'assurer une part d'autofinancement. Le Fonds a été un outil important de débat et de solidarité. La pratique de la cueillette et du partage collectif des fonds a obligé à définir des critères pour reconnaître un groupe populaire et pour déterminer les priorités dans l'octroi de l'argent. Le Fonds a aussi initié un souper de solidarité qui rejoint un public de plus en plus large (700 à 800 participants-es en 1982) et qui est devenu un lieu de rencontre et de fête annuelle pour les militants-es à Québec.

Plus récemment, en 1979, devant les menaces de coupures de subventions du Ministère de l'Éducation, le regroupement des OVEP (organismes volontaires d'éducation populaire) a vu le jour. Composé de trente-cinq groupes, il a réussi à obtenir une subvention unique, que les groupes se sont répartie également entre eux. Il est un regroupement de pression, mais aussi un lieu d'échanges sur l'éducation populaire autonome, sur les pratiques et les outils de formation dans les groupes populaires.

Avec le recul, on peut affirmer que ces trois regroupements ont joué un rôle important dans la construction de la solidarité qui a fait que, au cours des dernières années, les groupes populaires se sont retrouvés à plusieurs reprises pour se manifester des appuis mutuels dans leurs luttes. La construction de ces outils n'a pas été exempte de difficultés, et leur survie demeure toujours dépendante des énergies qu'on décide d'y consacrer année après année. Pour parler des questionnements et

des acquis par rapport à ces outils, nous avons recueilli les propos de deux militantes et d'un militant qui y ont été impliqués à des moments différents: Lucie Richard, Louise Vallières et Denis Falardeau.

L.V. — Au départ de **Droit de Parole**, les deux comités de citoyens existants étaient distants, un peu fermés sur eux-mêmes. On sentait de la compétition dans l'air... Ça n'aurait pas été pensable à l'origine que le journal soit un instrument commun.

L.R. — Il n'y avait pas suffisamment de liens entre les groupes pour que ce soit un véritable instrument commun. C'est devenu possible par la suite.

D.F. — Maintenant le journal est bien implanté auprès des groupes populaires. Ils l'utilisent régulièrement. Mais c'est difficile de maintenir la prise en charge du journal par les groupes. Il y a une grande rotation dans les délégués des groupes au journal... On n'a pas les énergies actuel-



Atelier d'images Populaires

De gauche à droite: Louise Vallières, Lucie Richard, Denis Falardeau.

lement pour faire des sessions de formation pour les nouveaux comme par les années passées, les gens sont donc à des niveaux différents d'information et de formation. C'est difficile pour les prises de décision. Dans ce temps-là, on observe que le pouvoir réel glisse vers ceux qui ont l'information, qui sont impliqués dans la production... On cherche actuellement des façons de fonctionner différentes, des structures plus souples, à cause de l'essoufflement qu'on sent chez les militants-es.

Q. — Le Fonds de Solidarité n'a-t-il pas aussi connu sa part de débats?

L.V. — L'histoire du Fonds a été tourmentée très longtemps. Il y a eu tout un débat entre ceux qui voulaient y trouver des compléments de financement et ceux qui désiraient une source de réelle autonomie financière... Aussi les groupes étaient réticents à juger mutuellement leurs pratiques lors de la distribution des argent. Les groupes ne voulaient pas que le biais du financement devienne un moyen pour porter un jugement sur les pratiques des uns et des autres.

Q. — Sur ce point, le regroupement des OVEP n'a-t-il pas permis un acquis important?

L.R. — Oui, au regroupement des OVEP, on échange beaucoup sur nos pratiques. On sent le besoin de parler de la formation et de se donner des outils; on a découvert que, dans nos pratiques, on en fait de l'éducation populaire autonome. La condition qui a permis cela, c'est qu'on a convenu, au moment de faire une demande unique au Ministère de l'Éducation, de partager la subvention en parts égales. Discuter de nos pratiques n'était plus alors un moyen d'avoir plus ou moins d'argent.



Atelier d'Images Populaires

Aussi, au regroupement des OVEP, on a franchi un autre pas, on s'est donné un regroupement au niveau régional. C'est un gros acquis. On cherche aussi des moyens pour favoriser l'implication des groupes-membres dans les activités du regroupement.

Les outils communs sont des lieux de concertation, de solidarité avec leurs forces et leurs faiblesses. La faiblesse du Regroupement des OVEP actuellement, c'est d'être en réaction à des offensives du gouvernement. On réagit, on ne prend pas l'offensive.

L.V. — Dans la crise économique actuelle, c'est sûr qu'on est plus sur la défensive. On réagit aux attaques nombreuses. Mais moi je trouve que le seul fait que nos organisations continuent d'exister, c'est une victoire. Au moins il reste un minimum de résistance qui pourra reprendre un élan quand la conjoncture sera meilleure.”

Entrevue réalisée par *Claude Larose* et *Jacynthe Michaud*.

Pour notre mémoire collective

Texte et entrevue par Marie Leclerc

Des femmes, des hommes, se sont mises à dire autrement leurs batailles, à les raconter, à les peindre, à partir de leurs sensibilités et de leur sens créatif. S'est ainsi développée une autre forme de militantisme: l'expression de nos luttes sur le plan culturel. Par la musique, le théâtre, la chanson, le vidéo, la photographie, des portraits de vie se sont animés devant nous. Les préoccupations du quotidien et les conditions de travail de la population des quartiers du centre-ville se sont trouvées davantage au coeur des fêtes et des activités des divers mouvements. Plus qu'elles ne l'ont été peut-être durant toutes ces années où nous nous "engagions" en toute bonne volonté, mais sans jamais lier militantisme et vie personnelle.

Elles et ils sont intervenues sur plusieurs terrains:

1• **Les productions culturelles:** le vidéo, le cinéma, les arts visuels (la photographie, la caricature, la bande dessinée...), la musique, la chanson, le théâtre, la poésie...

2• **Les communications,** avec les médias communautaires, tels que Droit de Parole, Radio-Basse-Ville; la diffusion, pour ce qui

est du cinéma, avec les Diffusions de l'Amorce; le **travail graphique et visuel** de soutien aux luttes et aux groupes (Ressources-Médias, les Ateliers d'Images populaires...)

3• **Les lieux d'animation et de rencontre:** les cafés, les fêtes populaires, les librairies (telle les Mutantes, librairie féministe ayant fermé récemment...)



Le 8 mars 1983 lors des manifestations, et dans les fêtes organisées par les groupes de femmes depuis cinq ans, on présente des spectacles, de l'animation musicale. Cet automne, le théâtre, des marionnettistes et une démonstration d'auto-défense féministe ont marqué la marche contre la violence faite aux femmes.



La musique a aussi servi de soutien concret à nos luttes. Comme lors de cette occupation du bureau du ministre Pierre Marois par l'Association pour la défense des droits sociaux du Québec métropolitain (ADDSQM) 1983.



Le théât' sans R crée et joue des pièces qui traitent du vécu des luttes populaires (logement, garderies, ...).



Pour des femmes chefs de famille, le théâtre a représenté un outil de découverte, d'affirmation d'elles-mêmes et de leur démarche comme femmes. — 8 mars 1983: "Si tu savais ça, maman", par le Centre des femmes de la Basse-Ville.

Le Théâtre sans détour, troupe professionnelle progressiste, propose la conscientisation par le théâtre-forum, lors des 1er Mai et des Journées internationales des femmes — 1er mai 1983.



L'Atelier d'images populaires a présenté en 1982, à Limoilou dans une fête populaire, une exposition de photographies du quartier d'hier et d'aujourd'hui. Pour la reconnaissance de notre histoire.



L'Autreville, groupe d'animation urbaine, s'est donné pour tâche de nous faire découvrir une histoire différente, la nôtre, celle des quartiers, des groupes, de leurs luttes, de même que notre présent: notre quotidien, notre résistance.

Parmi les voix qui disent autrement notre combativité, celle de Ginette Gauvin, du Théât'sans R.

“On apprend à se découvrir à travers un moyen d'expression. Peu importe ce qu'il est, que ce soit le théâtre, la chanson, la danse. Et quand tu maîtrises ce moyen-là, que tu as appris à être à l'aise dedans, tu as

envie d'être utile aussi, de dépasser le plaisir...”

Je me rends compte que c'est à partir des lieux et des moyens qu'on a développés, qu'on a brisé le silence sur nos oppressions. Et quand je regarde, à Québec mais aussi ailleurs, c'est beaucoup les femmes qui, un moment donné ont pris la parole et ont créé des lieux d'expression. Il faut déborder du cercle fermé où on se parle qu'“on vit ci, on vit ça, il faudrait corriger ceci...”

C'est étonnant de voir comment un message peut passer plus facilement par le comique, par le visuel au théâtre, en comparaison d'une discussion ou d'une forme plus rigide.

Se servir du théâtre comme moyen pour intervenir, renforcer nos luttes, nos acquis, renforcer aussi nos organisations. Sortir d'une formule plus “didactique” où on s'explique des choses: pour moi, c'est amener un certain dynamisme par le théâtre!” •



Atelier d'images Populaires



LE MAGAZINE SYNDICAL ET POPULAIRE

MOUVEMENTS

• **Notre dossier: la lutte des femmes, 15 ans plus tard.**

— *Un regard critique sur l'évolution des revendications, des modes et des lieux d'intervention qui caractérisent la lutte féministe.*

— *Un traitement varié: des analyses, des tables-rondes, une enquête dans la rue, une entrevue, une BD...*

• **Nos chroniques habituelles sur les différents fronts de luttes**

• **Un entretien de fond avec Monique Simard, syndicaliste et féministe**

En vente en tabagie, 2,50 \$

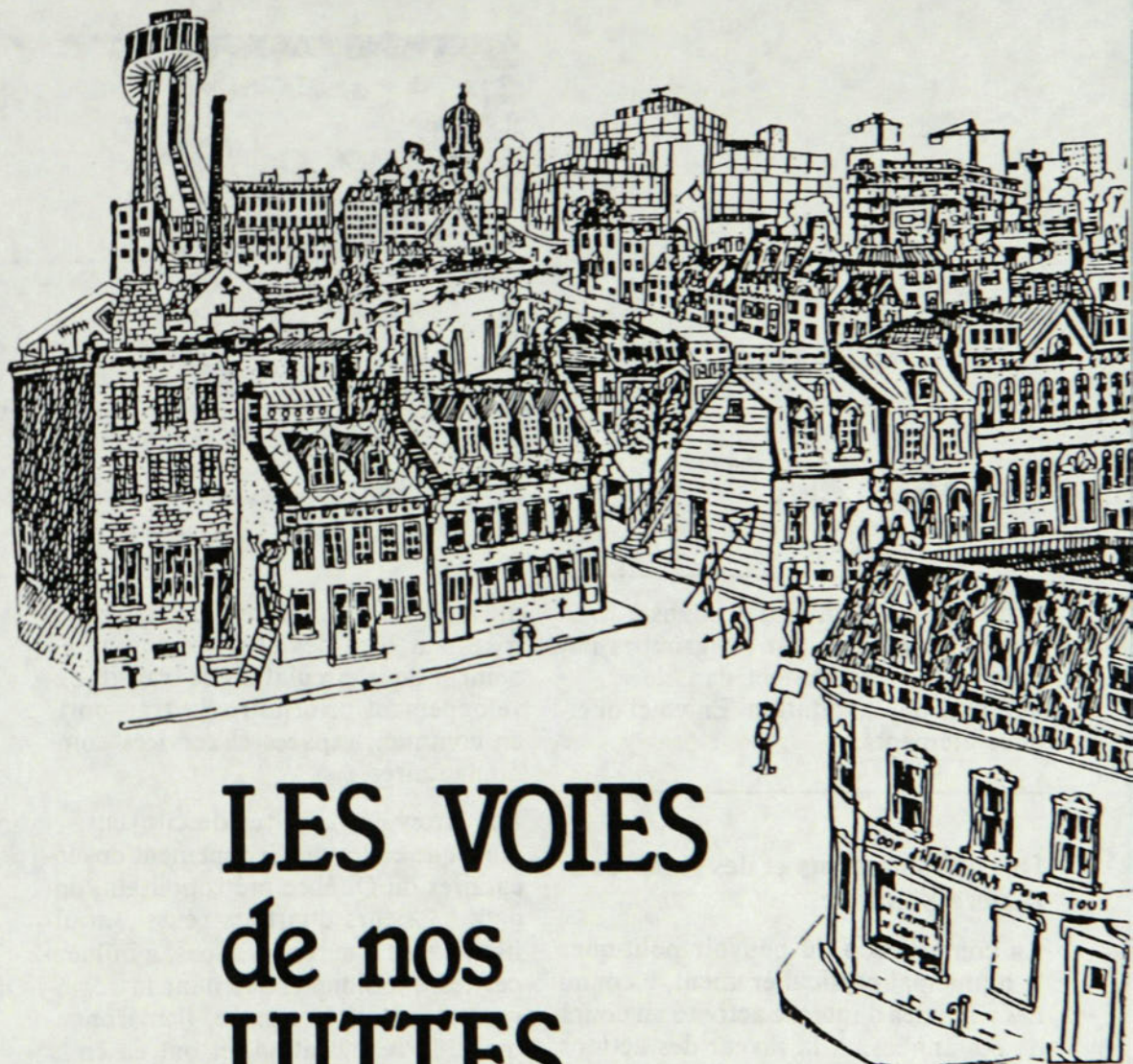
et par abonnement

(8,00 \$/4 numéros):

MOUVEMENTS, 2336, chemin
Sainte-Foy, Ste-Foy, Qué. G1V 4E5

POUR FAIRE
changement

De 1961 à 1981, ces quartiers ont perdu entre 19% et 55% de leur population.		Population-1981	Evolution du taux de chômage en %		
			1961	1971	1981
MONTCALM	● ● ● ● ○	21 901 h.	2	6.6	8.6
CHAMPLAIN	● ● ● ○ ○	4 926 h.	3	9.6	14.2
ST-JEAN-BAPTISTE	● ● ● ○ ○	9 171 h.	2.7	8.4	9.9
ST-ROCH	● ● ● ○ ○	6 816 h.	4.3	14.9	18.2
ST-SAUVEUR	● ● ● ○ ○	20 915 h.	4	10.3	18.1
LIMOULOU	● ● ● ● ○	28 644 h.	2.6	9.4	15



LES VOIES de nos LUTTES

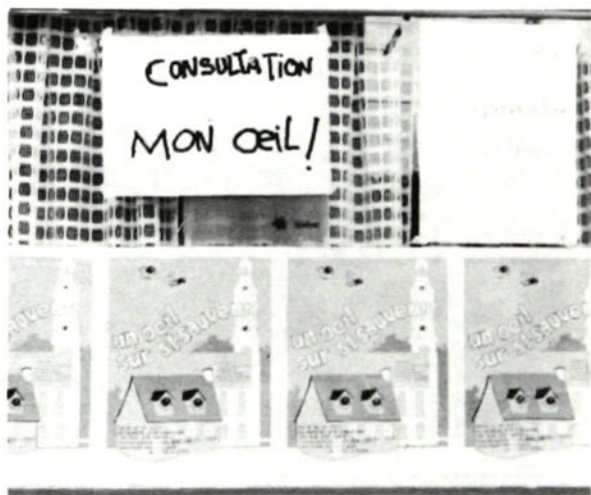
Les voies de nos luttes

Texte: **Marie Leclerc**

Il n'y a pas un, mais des bilans à tirer des luttes menées par les groupes populaires principalement dans le domaine de l'habitation. En voici quelques éléments.

Des affrontements et des gains à caractère politique

La contestation du pouvoir politique, le municipal particulièrement, a connu des périodes d'intense activité au cours de ces années. À la faveur des actions menées, les groupes ont élaboré des hypothèses d'aménagement des quartiers totalement différentes de celles



Droit de Parole

menées par l'Hôtel de ville et innovatrices sur bien des aspects: détournement de la circulation de transit, développement prioritaire du transport en commun, espaces et services communautaires...

Les luttes des comités de citoyens, ainsi que celles du Groupement des locataires du Québec métropolitain, ont dans plusieurs quartiers réussi, en alliance avec d'autres groupes, à influencer les décisions concernant la réglementation sur le zonage, l'environnement, la restauration, et ont eu en maintes occasions un impact politique certain. Elles ont effectivement réussi à maintenir un stock de logements à

bas prix et à en contrer la détérioration, sans que l'on puisse considérer cela, bien évidemment, comme des gains définitifs. La population des quartiers populaires du centre-ville s'est modifiée en partie, mais c'est encore des gens des classes populaires qui y résident en grande majorité.

Ces luttes ont permis notamment de commencer à inventer une vie de quartier différente, un pouvoir populaire de gestion collective, des ressources gérées par les résidents(es) (on voit maintenant des parcs et des services coopératifs.) Elles ont aussi en quelque sorte produit, puis alimenté, le programme du Rassemblement populaire, parti municipal progressiste.

La combativité des groupes populaires et des "citoyens et citoyennes" a su résister au grand capital dans son développement sauvage du centre-ville. Nous avons occupé l'espace urbain, nous nous sommes donné des services, des groupes de luttes, des moyens d'expression, de financement, une opposition à l'Hôtel de ville, et à travers tout cela se sont développées une pensée et une réflexion politique.

Le regroupement des énergies

Des tentatives d'actions communes et de concertation sur d'autres terrains ont aussi vu le jour, pour mourir assez rapidement par la suite.

Nous nous sommes dotés de lieux communautaires, riches en collaborations et en mises en communs de services.. Nous nous sommes créé des



temps cycliques de réjouissance: Le Souper du Fonds de Solidarité et la Fête qui clôturait certaines années la campagne de financement, outre les 1er Mai, 8 mars, et la soirée qui suit la marche contre la violence faite aux femmes. Nous n'avons cependant jamais réussi à instituer un outil durable de liaison et d'actions communes des groupes

Tous les regroupements d'organismes qui se sont donné d'autres fins que la recherche de financement, une lutte à court terme, ou une production spécifique, ont échoué. À l'exception d'un seul, le Regroupement des Organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP), qui initie présentement des sessions de formation pour ses groupes membres.

Comment se fait-il que les regroupements d'énergies n'ont jamais débordé les luttes à court terme ou un champ bien spécifique d'intérêts? Comment se fait-il que des initiatives telles que le Colloque des groupes populaires de Québec (juin 1976), faisant suite à la formation d'un front commun face aux mesures Trudeau en début d'année, n'ont pas généré une concertation plus permanente des forces?

L'arrivée du Rassemblement populaire a-t-elle pu influencer le cheminement des groupes quant au développement d'une force populaire autonome face au pouvoir politique? Il semblerait que oui. Tout au moins en partie.

L'action électorale

Le Rassemblement populaire (RP) a été créé en 1977 par des militants et des militantes des groupes populaires, qui identifiaient des limites aux luttes dans le domaine de l'habitation (comme aux autres luttes partielles) et y cherchaient un débouché politique.

Les débats présents lors de la formation du mouvement initial, le Mouvement d'action politique urbaine (MAPU), portaient déjà en germes les tiraillements actuels au sein du RP.

Certaines, certains, ont eu et défendent encore une approche davantage axée sur une démarche lente de sensibilisation et d'organisation à la base, avec une implication dans les mobilisations

populaires. D'autres vont prioriser une participation active aux campagnes électorales, puis la lutte au sein du conseil de ville, avec des interventions publiques à l'occasion des "dossiers chauds". Les groupes populaires consultés au départ ont refusé d'embarquer dans un regroupement à caractère politique et de s'identifier à un parti électoral. Les militants, individuellement, se sont impliqués en grande majorité.

"Le RP est venu chercher beaucoup de gens. On est entrés là-dedans parce que du côté des luttes qu'on menait, on avait l'impression qu'on était incapables de gagner quoi que ce soit. Alors, on a pensé que c'était mieux de faire un parti. Cela a un peu démolé le comité. Maintenant je milite aux deux endroits. J'ai quand même une préférence et c'est le comité. Car dans un parti, on est liés et on ne peut pas travailler pour le peuple. Tandis que dans un comité, on est toujours indépendant. C'est mieux de rester en bas et de faire des pressions".

Émile Perron, du Comité de citoyens de St-Sauveur, 2 fois candidat au RP.

"L'arrivée du RP n'a pas vraiment changé l'orientation de notre comité, à Limoilou. La seule chose pour les groupes, c'est qu'il faut se rappeler qu'il reste un parti politique, et que si jamais le RP prend le pouvoir, il faudra rester vigilants quand même. Ce n'est pas parce qu'ils seront des

alliés que l'on n'aura rien à leur reprocher, parce qu'eux aussi seront obligés d'embarquer dans la machine si jamais ils prennent le pouvoir”.

Françoise Viger, Comité de citoyens Limoilou.

Les participantes et participants à la table-ronde sur le bilan de nos luttes avaient pour leur part exprimé une distance critique assez marquée face au RP, variant selon leur degré d'implication ou d'identification.

Jacques Fiset: “... Je suis un militant du RP parce que je pense encore que cette formation politique peut pousser en avant les revendications des groupes populaires. Mais c'est quand même un lieu secondaire de cheminement de revendications. Pour moi, le Rassemblement populaire, ou le choix de n'importe quel parti politique, passe après les groupes populaires. La voie politique électorale est une voie parmi d'autres dans la création des rapports de forces, et c'est pourquoi le RP reste secondaire. Les groupes n'ont pas à se coller à un parti politique face auquel ils doivent toujours rester critiques. C'est ce qui fait que le Comité des citoyens/citoyennes de Saint-Sauveur a appuyé des choix politiques dans le programme du RP durant la dernière campagne électorale, mais il n'a pas appuyé le RP comme tel”.

Émilia Tobar: “Je ne suis pas partisane du RP, en étant même plutôt loin. Il y a toutes sortes de monde là-dedans, et j'ai tendance à me méfier de ce genre



Dépouillement du scrutin au Rassemblement Populaire 15/11/81

d'organisation très large. Un beau programme peut toujours rester longtemps dans un tiroir. C'est mieux pour la démocratie si on garde toujours un peu notre distance et notre autonomie (les groupes)”.

L'impact du RP est à considérer dans le développement des groupes de lutte sur l'habitation au centre-ville. Mais la création des coopératives d'habitation a eu, pour ce qui est des comités de citoyens tout particulièrement, une importance peut-être plus grande encore.

Le rôle des coops d'habitation

Les membres des groupes populaires et les résidents/résidentes des quartiers à restaurer ont fourni une multitude de

bras à une Corvée Habitation qui a commencé pour nous bien avant l'année 1983.

Dès 1975, la 1ère coop Chez-Nous "récupérait" l'énergie de nombre de militants(es). Et depuis ce temps, les coops ont pullulé, fournissant des logements restaurés à quelques milliers de personnes, rien qu'à Québec, mais mobilisant par ailleurs une somme d'énergies phénoménale sur les "chantiers". Chaque maison restaurée: deux ans d'efforts pour chaque coopérateur et... ce n'est pas fini. Dans les coops d'habitation à l'orientation de "groupe populaire", l'implication doit se poursuivre, après la fin des travaux, dans la vie communautaire. C'est toute la richesse des ces expériences, qui se révèlent souvent très "auto-centrées".

L'obtention de logements restaurés, à prix modique, gérés par ses résidents(es), pour une partie de la population des quartiers du centre-ville est un acquis précieux. Cependant, le regroupement autour de cet objectif, à l'intérieur d'une coop, ne débouche pas automatiquement sur une prise de conscience plus globale de l'habitation en milieu urbain ni sur la contestation des inégalités sociales. Loin de là. Tout dépend de l'orientation que se donne chaque groupe et de sa capacité de l'assumer, au-delà du service offert.

Le changement de politique de la Société centrale d'hypothèque et de logement (SCHL) quant à la fixation du prix des loyers dans les coops, déter-

miné dorénavant à partir du loyer moyen du marché environnant, était un enjeu de taille pour la population des quartiers populaires. Des groupes de ressources techniques en habitation et des coopératives d'habitation de Québec l'ont dénoncé en conférence de presse. Une alliance plus large des forces aurait-elle pu être possible? Et... pourquoi n'a-t-elle pas été tentée? Ces questions en elles-mêmes sont porteuses de débats de fond sur l'orientation présente du militantisme dans les groupes populaires, questions auxquelles nous ne pouvons chercher réponse dans les limites de ce dossier, mais à partir desquelles il serait intéressant de s'interroger.

Comment faire déborder les luttes qui se mènent dans le domaine de l'amélioration de la qualité de vie, pour un nombre restreint de personnes, à une lutte qui soit davantage significative pour un ensemble de résidents et de résidentes, dans leur quotidien comme dans leur devenir?

Réorienter nos luttes

La conjoncture a changé. Des luttes contre la rénovation urbaine et pour la restauration des logements aux ba-tailles pour la récupération à des fins communautaires des anciens entrepôts et des écoles fermées, les groupes populaires ont vu évoluer, reculer, se transformer, les interventions des gouvernements.

L'État tend à récupérer les contestations sociales par ses politiques de fi-

nancement et ses programmes d'emplois. Se modifient ainsi les enjeux de nos luttes.

Déjà on observe au sein des groupes, des changements dans l'orientation des activités: certains comités de citoyens ont commencé à mobiliser et à conscientiser autour des problèmes des sans-emploi, sur la question du désarmement...

Les politiques gouvernementales semblent viser à nous conserver bien actifs à "décaper" nos milieux de vie.

Il y a pourtant bien des domaines où nous pourrions concrètement travailler à bâtir une société meilleure.

Table-ronde — éléments de bilan

Une table-ronde réalisée avec:

Emilia Tobar, travailleuse dans une garderie

Carole Gauthier, militante à la Maison des femmes

Jacques Fiset, actuellement militant au Comité des citoyen-ne-s de St-Sauveur

Cécile Cormier, militante à la Maison des femmes.



Question: Quels sont les acquis concrets des quinze années d'histoire des groupes populaires de Québec?

Jacques: Je diviserais ça en trois. D'abord, pour moi personnellement, je ne viens pas d'un milieu conscientisé. Pour moi, quand je suis arrivé en 1969 dans l'Aire 10, tout le problème politique m'était inconnu. L'idée même de savoir que je restais dans un quartier défavorisé ne m'effleurait pas. Pour moi, mon passage dans les groupes populaires, c'était ma conscientisation en même temps. Deuxièmement, à part l'évolution des militants, il y a des éléments de conscientisation acquis dans la population. Elle est un peu plus sensibilisée, le militantisme un peu moins marginal. Troisièmement, le travail des groupes populaires au niveau de l'habitation est très important dans le maintien de St-Sauveur comme quartier résidentiel.

Question: Les regroupements au sein des groupes populaires, sont-ils importants?

Jacques: Je pense qu'on est toujours prêts à se mettre ensemble lorsqu'on peut sauver de l'énergie ou se donner des moyens. À chaque fois qu'il y avait quelque chose de très concret à mettre de l'avant, comme service aux groupes, ça a toujours bien fonctionné. Le "Droit de Parole", le Fonds de Solidarité, la Table Régionale, des comptoirs alimentaires, c'était ça. Mais, à partir du moment où il fallait se regrouper pour avoir une espèce de porte-parole commun, c'est là où ça a moins bien marché.

Cécile: Moi, je pense que le fait qu'on est tous des militantes et militants ici autour de la table fausse un peu notre perception de l'affaire. Si on était tous des ex-militants, on aurait peut-être une autre perspective sur les acquis. Ceci dit, je pense qu'il y a une évolution plutôt mince au niveau des acquis, et j'aurais bien de la misère à la quantifier. Oui, on a des avancées au niveau des organisations et de l'auto-organisation. Oui, il y a une prolifération de groupes. Mais, au niveau des avancées politiques, les acquis sont drôlement minces.

Emilia: C'est difficile dans nos différents groupes de voir des acquis et des victoires. C'est sûr que lorsqu'on mène une lutte, on ne voit pas les résultats tout de suite. Les groupes populaires sont là pour faire un travail de conscientisation, et ils le font. Mais, c'est un travail toujours à refaire avec chaque vague de nouvelles militantes qui arrive dans nos groupes.

Cécile: Pour moi, on vit un moment de crise dans la vie des regroupements. Oui, ils étaient bien importants, et le sont encore, ces groupes-là, mais ils ont tellement de la misère à vivre. Les énergies que ça prend pour qu'ils soient vraiment des outils efficaces et non pas un surplus de travail!

Emilia: C'est quand même important l'effort qu'on a fait pour créer des regroupements. C'est important d'avoir des mécanismes d'unification dans les luttes qu'on mène. Et, c'est important aussi une soirée comme celle du souper du Fonds de Solidarité. Là, on a redécouvert la dimension de la fête, l'aspect du plaisir dans notre vie de militante.

Question: À part la vie difficile dans les regroupements, y-a-t-il d'autres difficultés qu'on retrouve dans vos groupes?

Emilia: Il y a une crise dans le militantisme. En tout cas, le manque de militants, c'est un problème qu'on vit au niveau des garderies. Heureusement dans les groupes de femmes, c'est pas si pire.

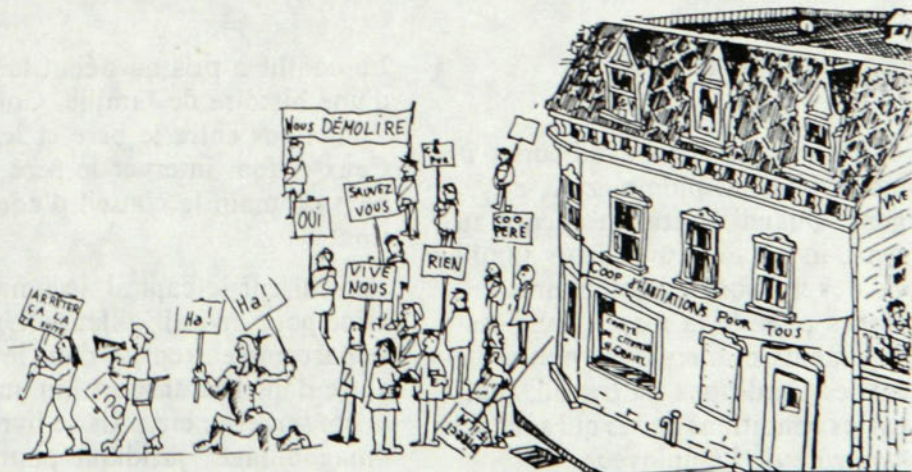
Cécile: Moi, l'analyse que j'en fais, c'est notre façon de militer qui est peut-être en crise. On fonctionne comme des fous et des folles, ce qui fait que bien du monde qui aurait un peu de temps à donner aux groupes se voit vite découragé. Dans le mouvement féministe, c'est pas majoritairement des femmes avec cinq enfants qui sont là. Puis, c'est quoi l'âge moyen? J'ai pu militer depuis de nombreuses années dans les groupes parce que j'ai été en chômage une grande partie de ma vie.

Puis quand on regarde dans les groupes et qu'on voit qui en sont les "leaders", je

pense qu'il y a un problème entre les idées qu'on défend et la composition des groupes. Je ne dis pas que c'est incompatible et qu'il faut y avoir seulement du monde populaire...

Jacques: Je pense qu'il y a une caricature un peu là-dessus. Souvent, si tu regardes de près ton groupe, il y a moins d'intellectuels que tu penses. Si on regarde le comptoir alimentaire par exemple: le monde qui est venu au début, c'était du monde déjà gagné à l'avance, des gens qui militaient déjà dans les groupes. Tandis que, aujourd'hui, beaucoup de monde qui vient au comptoir alimentaire, c'est pour des raisons économiques. Puis, à travers le comptoir ils vont entrer en contact avec d'autres groupes populaires. D'ailleurs, le comptoir est une très bonne porte d'entrée dans les groupes, même si c'est peut-être pas un lieu très conscientisant.

Entrevue réalisée par Vincent Greason et Jacynthe Michaud



La lutte pour l'emploi:

de Vaillancourt - Québec

à Canaria - Pérou

“Ce que les travailleurs de la mine Canaria réclament, c'est leur job. S'il n'y a pas moyen d'avoir leur job autrement, ils sont prêts à prendre l'usine en main, c'est un peu comme les travailleurs de Vaillancourt à Québec.”

Celui qui nous parle ainsi, c'est Joseph Giguère, qui a longtemps milité à la CSN à Québec. Il connaît bien la lutte pour l'emploi des travailleurs de la boulangerie Vaillancourt pour s'y être impliqué. Actuellement coopérant de SUCO à Lima au Pérou dans un centre de formation syndicale, il est venu nous parler avec deux militants syndicaux péruviens d'une lutte assez extraordinaire qui lui rappelle d'une façon cependant beaucoup plus dramatique la lutte de ces travailleurs de Québec.

De quoi s'agit-il?

Il s'agit de six cents travailleurs d'une mine produisant plomb, zinc, et argent. Quand ils étaient encore au travail, ils vivaient avec leurs familles dans des maisons rudimentaires dressées près de la mine. Dans ces campements miniers c'est non seulement les conditions de travail, mais aussi les conditions de vie qui sont sous le contrôle de l'employeur.

Le conflit a pris au début la forme d'une histoire de famille. Contradictions entre le père et les fils. Ceux-ci font interner le père et prennent en main le conseil d'administration!

Ils utilisent le capital accumulé de la mine pour investir ailleurs. Un des fils se part une entreprise dans le bois, un autre dans le transport, un autre dans la conserverie, etc... Ils se livrent à un “magouillage” juridique pour trans-



former la mine, qui est considérée selon la loi une mine de taille moyenne, pour la subdiviser en plusieurs petites mines et faire exécuter le travail par des sous-contractants pour n'avoir plus à se préoccuper de se soumettre aux exigences d'un syndicat et de l'entretien du campement.

Trois ans plus tard, à l'été 1982, la boucle du processus de dégradation est bouclée. Il n'y a pratiquement plus de service dans le campement, plus d'éducation, de médicaments, il manque de tout au magasin du campement, dans l'usine de pré-concentration l'état de délabrement est accentué, les machines ne sont pas réparées etc... Depuis janvier 1982, les salaires n'ont pas été

payés. Les patrons abandonnent la mine et le campement.

Le 7 août, n'ayant ni matériel, ni capital pour assurer la continuation des opérations et ne pouvant plus rester dans le campement faute d'approvisionnement, les familles minières de Canaria sortent en "marche de sacrifice" jusqu'à Lima, pour crier l'injustice dont ils sont victimes.

La marche de sacrifice:

Ils sont 1 800 au total. Ils marchent 93 jours, 758 kilomètres, ils arrivent à Lima fin octobre 1982. Comme des réfugiés ils s'improvisent un misérable campement dans un champ de football

de San Martin de Porres, municipalité de Lima métropolitain. Depuis lors et jusqu'à maintenant ils survivent grâce à la solidarité et la compassion de la population et des organisations syndicales et populaires. Chaque jour, hommes et femmes, chapeau de mineur sur la tête et bébé sur le dos, ils sollicitent dans les rues de Lima, les autobus et les places pour avoir de quoi mettre dans la marmite communautaire. Ils font la nourriture collectivement dans de grandes marmites sur feu de bois et branchages au milieu du camp, d'où le nom de marmite communautaire. Depuis quelques mois l'aide a diminué quelque peu, ils ne mangent donc qu'un seul vrai repas par jour.

Faim, répression, mort

À date le conflit a fait 29 morts, dont 18 enfants. Les causes: mauvaises conditions de vie, manque d'alimentation. Parmi eux quelques victimes de la répression. Conséquence de matraquage et de bombe lacrymogène. Ils sont pauvres, ils sont indiens, ils mènent une lutte syndicale. Il n'en faut pas plus au gouvernement néo-libéral institué de blancs espagnols et nord-américains que préside F. Belaunde pour tirer sur eux à toute gâchette. En février dernier les policiers de la Garde Civile ont tiré au plomb sur le cortège funèbre des familles de Canaria allant conduire un de leur mort au cimetière. Une trentaine furent blessés lors de cet incroyable attentat.

Entre les visites au cimetière et les charges sanglantes de la répression, la maladie est au rendez-vous. Chez les enfants la diarrhée est la grande "terrasseuse". Chez les adultes c'est la tuberculose.

Il faut les appuyer

Leur conflit est une des conséquences de la réorganisation capitaliste du secteur minier en application de la nouvelle loi générale des mines promulguée par le gouvernement Belaunde pour satisfaire aux exigences du Fonds monétaire international, selon lequel le secteur minier était le secteur privilégié à libérer des "obstacles à la croissance". Il faut les appuyer parce qu'ils sont de la même classe que nous. Parce qu'ils se battent contre la même crise capitaliste que nous, parce que la sur-exploitation, les mesures de crise, les sous-contrats, la division des entreprises pour diviser les travailleurs, les politiques à la Reagan et à la Friedman, c'est aussi notre problème. Parce que leur victoire sera notre victoire. •

Québec-Lima, octobre 1983

Joseph Giguère

Les Travailleurs de la nuit

Poèmes écrits par Jean Dorval membre du MTC(Québec), travailleur (commis sénior à l'informatique).

Jean a écrit un témoignage paru dans La Vie dans nos mots publié conjointement par Vie Ouvrière et le MTC.

Ces poèmes sont tirés du recueil "La Musique du Travail Humain".

Les Travailleurs de la nuit
Inventent la forme de leurs rêves
Sous l'abat-jour de leurs pauses-café
Endolories d'images flétries
Comme les feuilles d'automne

Les Travailleurs de la nuit
Les Travailleurs de la nuit

Les Travailleurs de la nuit
À l'usine d'où l'aube est un soleil gris
À cuire la matière grise
Jusqu'au coeur de la machine humaine

Les Travailleurs de la nuit
Aux prises avec leur destin calculé
Et leur estomac qui se détériore

Comme la montre en or
Qui indique le temps de la retraite

Les Travailleurs de la nuit
Les Travailleurs de la nuit

Les Travailleurs de la nuit
Sur la chaîne des ordures à vendre
Sur la corde raide du droit à pendre
Les doigts de chair fondus dans les
vertèbres de la machine
D'où le coeur résiste encore à courber
l'échine

Les Travailleurs de la nuit
Les Travailleurs de la nuit

Les Travailleurs de la nuit
Inventent la forme de leurs rêves
Sous l'abat-jour des corolles des pavés
Qui poussent dans les arcs-en-ciel en
grève

Les Travailleurs de la nuit
Les cheminots de l'ennui
À la gare du train train quotidien
Qui résistent à la vente et à l'achat de
leur conscience

Les Travailleurs de la nuit
Les Travailleurs de la nuit

Je milite donc j'agis

Dans la nuit du militantisme il y a toujours l'Étincelle
de l'action qui alimente le feu de l'engagement

Je suis l'Archétype le Prototype et le
Pauvre type

On s'épuise à récolter des miettes
La Grève est un arrêt de travail... pour
continuer à travailler

L'Industriel a un coeur bien que le
Syndicaliste pense à une transplantation

Je milite donc j'agis.

Table de l'année

Le premier chiffre indique le dossier
et le second chiffre indique la page.

André, L. professeur	Les enseignants: entre les enfants et les décrets	171-08
Arseneault, René	La Grande Marche, c'est parti	168-19
Bédard, Luce	Même syndiqués, on est bien "encadré"	172-20
Boutin, Marc	On n'a plus les bourgeois qu'on avait	174-08
"	St-Sauveur: des logements restaurés, un zonage modifié	174-25
Charbonneau, André	Guyenne P.Q.: en 1980, le plein emploi	168-36
Charland, Paul-Émile	Vie Ouvrière vivra	173-62
Cossette, Jean-Luc	Donner des mains au projet militant	167-24
	1- Le carnet de faits	167-24
	2- La carte ouvrière	167-26
	3- La carte de relations	167-29
	4- La révision de vie	167-30
Cossette, Jean-Luc	L'univers entre quatre murs	169-04
"	L'âge plaqué or: les revenus	169-07
"	L'action syndicale: prendre en main sa retraite	169-23
"	Place Vermeil	169-58
"	Les grands oubliés de la consultation	171-47
Collectif de		
Québec	L'histoire qu'il nous reste à faire	174-01
C.P.M.O.	L'exode et la Transfiguration: des militants rencontrent Moïse et Jésus	168-60
Croteau, Louise	L'école publique vs l'école privée	171-16
D'Amours, Martine	50 ans d'université ouvrière	167-02
D'Amours, Martine	Par nos luttes, c'est déjà autrement	168-02
"	Un trou dans notre histoire: la lutte des femmes de la classe ouvrière	168-23
"	1- Pour une façon différente de vivre et de lutter	168-26
"	2- Quand Harcel est un syndiqué, quand Bébé veut pas faire le café	168-29
"	3- Un militantisme plus proche du quotidien	168-32
"	C'est toute notre société qu'ils remettent en question	169-02
"	Comme s'ils étaient retombés en enfance	169-27
"	La fin des magiciens	170-02
David, Anne-Marie	L'action politique doit nous permettre de faire avancer le quotidien	170-38
D'Amours, Martine	Un rêve difficile, mais possible	171-02

"	Au nid de l'Entraide, ou l'école sans compétition	171-61
"	Sortir de la grande noirceur	172-02
"	De Françoise Durocher, waitress, à la serveuse automate	172-04
"	Les immigrants	172-38
"	S'en sortir, j'veux bien, mais comment?	172-54
"	Et les clients dans tout ça?	172-55
"	Édito-lettre	173-02
"	Des moulins en pièces détachées	173-05
"	Une heure plus tard dans les maritimes	173-09
"	Dossier: Les pêcheries dans le creux de la vague	173-11
"	Pêcheurs: Chanceux qui réussit à en vivre	173-12
"	Dans la série: Y en a qui ont fait une piasse ici	173-19
"	En usine: perdre sa vie à la gagner	173-25
"	Les gouvernements face au dossier des pêcheries, une querelle de grands manitous	173-34
"	Une industrie tournée vers l'extérieur	173-28
"	Sortir les pêcheries du marasme. Qu'en pensent les principaux intéressés?	173-37
"	L'information sous la coupe des marchands	173-43
"	Réflexions en marge de Grande-Vallée	173-46
"	L'ordinateur à l'école	171-24
D'après l'I.C.E.A.		
Étudiants et étudiantes	Je ne suis qu'un pauvre étudiant	171-10
Dorval, Jean	Poèmes: Les travailleurs de la nuit	174-59
Dubuc, Daniel	La force d'un mouvement international	167-49
Fafard, Andrée	Vive le temps des fêtes...?	173-56
Favreau, Louis	La décennie '80: quels défis, quels espoirs?	168-51
"	Le FRAP en 1970: Le Rassemblement Populaire: à mi-chemin de ses rêves	170-33
Femme de l'U.G.T.S.F.	Les femmes sénégalaises immigrées en France	168-57
Forest, C.		
Fortier, Jean	La foi des militants retraités	169-61
Fortin, Benoit	Au Hilton; prendre notre vie en main	172-59
Garnier, Louise	Autour de la lutte des enseignants, de nouvelles solidarités	171-53
Gauthier, Denise	La crise de l'Action Catholique 1- Une crise d'orientation	167-34
	2- La Commission Dumont	167-36
	3- Depuis la Commission Dumont: deux mondes	167-40
Gendron, Aline	La lutte des assistées sociales	168-12
Germain, Marlo	St-Jean-Baptiste: St-Gabriel de force	174-27
Gervais, Denis	Médecins et pharmaciens se font jouer	169-33
Greason, Vincent	Y veulent-tu qu'on s'en aillent	174-04
Greason, Vincent	Les voies de nos luttes	174-47
Giguère, Joseph	La lutte pour l'emploi: de Vaillancourt (Québec) à Canaria (Pérou)	174-56
Hardy, Claude	L'Action Catholique dans la crise actuelle	167-44
"	La JOC, priorité aux sans-emploi	167-48
Interviews	Ce que le monde ouvrier veut à l'école	171-35
"	Le dos des serveuses	172-19
Lachance, H.	.zLe tour du métier en 100 jobs	
Lafleur, Guy	Une école alternative	171-50
"	Le comité de parents, un lieu pour ouvrir des brèches	171-56

Langeller, Richard	La jeunesse du mouvement marxiste-léniniste.....	170-35
Lapierre, Maurice	Mon choix c'est pu Harvey's.....	172-46
Laroque, D. et R. Marie	Entre profs et parents, une méfiance mutuelle.....	171-05
Larose, Claude	La résistance au coeur de la colline parlementaire.....	174-29
Laroque, D.	Le monde ouvrier à l'école.....	171-04
Gauthier, Carole		
Bluteau, Jocelyn		
Larose, Claude	D'autres prises en charge.....	174-36
Larose, Claude	Pour la solidarité.....	174-40
Leclerc, Marie	Pour notre mémoire collective.....	174-43
Laroque, D. et Savard, R.		
Lavergne, Lévisa	Ce que le Livre Blanc propose.....	171-39
Lebeau, Jean-Marc	Lettre d'une jociste de 1932.....	167-04
"	Partir de la vie des jeunes travailleurs.....	167-09
"	L'époque des actions en usine.....	167-13
"	Céline a travaillé à Dependable Shoes.....	167-13
"	Michel a travaillé chez Coleco.....	167-15
"	La JOC, autant d'époques, autant d'actions.....	167-17
"	... mais des intuitions qui demeurent.....	167-19
"	Des religieuses aînées en liberté.....	169-55
Leboeuf, Lucie	Le revenu minimum garanti.....	167-56
Lemolne, Réjean	Des luttes qui viennent de loin.....	174-14
Létourneau, Michel	Poésie ouvrière.....	167-54
Létourneau, Gérald	Des jeunes qui refusent de se laisser sacrifier.....	168-16
Levac, Raymond	Rupture et continuité.....	167-20
"	Une première pour le mouvement pacifiste.....	173-50
"	Philippines: Solidarité.....	173-60
L.M.C.	Les comités d'école: peu de pouvoir.....	171-06
Madeleine	Un restaurant tellement cool.....	172-33
Maire, André	Chut! l'âge dort!.....	169-22
Marcellin, François		
Marie	Dans d'autres cultures on vieillit autrement.....	169-56
Maurice, Rita	L'énorme travail, on connaît, mais les normes de travail?.....	172-16
Millitants:	La JOC, une école de formation	
Pte St-Charles	Des tissus... à la courtépoinde.....	170-42
Michaud, Jacynthe	Dans Limoilou: des citoyens en quête d'un milieu vivable.....	174-32
"	On en a marre des hausses de loyer.....	174-34
Mohammed	Les cuisiniers: dégeleurs et ouvreurs de boîte.....	172-22
M. Chartrand, Simonne		
Monette, Marlo	Le parti C.C.F.: la grande peur du socialisme au pays du Québec.....	170-16
M.T.C.	Chez Cara, des lendemains qui ne chantent pas.....	172-35
M.T.C.	Dans quelle société avons-nous le goût de vivre.....	167-50
M.T.C.	Une foi nourrie des luttes ouvrières.....	167-52
Nantel, Richard	Éducation des adultes: urgence d'agir.....	161-25
Oulmet, Mignonne	Nous sommes les esclaves des esclaves.....	170-12
"	Cent ans déjà.....	170-15
Perreault, Diane	Être plongeur, c'est le boutt du boutt!.....	172-26
"	Un restaurant pas ordinaire.....	172-56
Primeau, Jean-Robert	L'action politique: "Quand le déclic se fait, ça te suit partout".....	170-20
Rivet, Gilles	Entre les luttes d'ici et d'ailleurs, un lien difficile mais possible.....	168-40

Rodrigue, Claudette	20 ans de réforme scolaire	171-28
Savard, G. Raymonde	À l'école des entreprises	171-19
"	Les objectifs cachés du projet Laurin	171-44
Table-ronde	Deux luttes exceptionnelles	168-04
"	Boulangerie Vaillancourt	168-04
"	Les Doigts de fée	168-08
"	Faire éclater les ghettos	169-40
"	Le P.Q. est mort, les M-L sont morts, vive...?	170-46
"	1- Entre l'espoir et le cynisme	170-47
"	2- La petite histoire de la grande famille	170-52
"	3- Un vide à combler	170-54
"	4- L'échéance 1985: parti ou coalition	170-63
"	Les serveuses: courir son pourboire	172-11
"	Un milieu organisé pour diviser	172-29
Touchette-Carreau, Rolande	Chanson thème des femmes québécoises	168-21
Un témoin de la crise	Durant les années '30, la faim faisait mûrir un climat politique	170-04
Vallières, Jean-Paul	Pour vivre ailleurs que dans les statistiques: l'A.Q.D.R.	169-51
Venne, Michel	Chez St-Hubert, les hauts et les bas de l'expérience syndicale	172-40
Vie Ouvrière	Le choc de la retraite	169-07
"	À 60 ans belles et rebelles	169-34
"	Des trésors à ne plus oublier	169-37
"	EXPRO: Éliminer le travailleur à la source	170-68
"	Nouvelles brèves	170-71
"	Nouvelles brèves	171-63
"	Boîte à outils	172-48
"	Radio-libres dans un pays en guerre	172-62
"	Nouvelles brèves	172-64
"	Nouvelles brèves	173-63
"	Nouvelles brèves	174-02
"	Nouvelles brèves	174-12

Dossiers de l'année 1983

167	50 ans d'université ouvrière
168	Une société nouvelle en vue?
169	Vieillesse: la mort des illusions
170	L'action politique ouvrière, la politique à contre-courant
171	La restructuration scolaire
172	Dans l'jus
173	La Gaspésie à l'heure de Grande-Vallée
174	On s'est battus pour rester
	15 ans de luttes populaires à Québec

J'abonne une amie, un ami

Vie Ouvrière

- | | | |
|------------------|--------------------------|------|
| Abonnement 1 an | <input type="checkbox"/> | 15\$ |
| Abonnement 2 ans | <input type="checkbox"/> | 28\$ |
| De soutien | <input type="checkbox"/> | 20\$ |
| À l'étranger | <input type="checkbox"/> | 18\$ |

Nom

Adresse

Code Postal Tél:

DEMANDEZ la liste complète de nos
dossiers, disponible à notre bureau:

- rédaction: 514-523-5998
- promotion: 514-527-3282

Vie Ouvrière, 1212 Panet, Montréal, Qué H2L 2Y7



LA CAISSE POPULAIRE DE SAINT-JACQUES

1255 RUE BERRI, MONTRÉAL P.Q. H2L 4C6

1• LE GRAND CAPITAL S'INSTALLE À QUÉBEC

Y veulent-tu qu'on s'en aille?.....	4
On n'a plus les bourgeois qu'on avait	8

2• NOUS ON OCCUPE NOS QUARTIERS

Des luttes qui viennent de loin	14
1966-1983 plusieurs fronts de résistance populaire.....	17
Les batailles de logements	

St-Roch: on a perdu une bataille, mais pas la guerre..... 22

Avec les berges, la Ville rate le bateau..... 24

St-Sauveur: des logements restaurés, un zonage modifié 25

St-Jean-Baptiste: St-Gabriel de force
 27 |

La résistance au coeur de la colline parlementaire
 29 |

Limoulu: des citoyens en quête d'un milieu vivable.....
 32 |

On en a marre des hausses de loyer
 34 |

D'autres prises en charge

Nos conditions de vie, c'est aussi l'oppression des femmes... 36

On n'est pas des bums
 37 |

Pas de quartier pour la pollution.....
 38 |

3• ON S'EST GREYÉ D'OUTILS

Pour la solidarité
 40 |

Pour notre mémoire collective.....
 43 |

4• LES VOIES DE NOS LUTTES

Table-ronde: éléments de bilan
 53 |

La lutte pour l'emploi: de Vaillancourt, Québec
à Canaria, Pérou..... 56

